

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 9 NOVEMBRE  
N°300 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission paritaire : 56942

Voir p.7

Iran :  
la scandaleuse  
collaboration  
de Poniatoski  
avec la SAVAK

BUDGET DES ARMÉES  
EN DISCUSSION AU PARLEMENT

## LA DISSUASION NUCLEAIRE A NOUVEAU EN QUESTION

L'Assemblée Nationale a étudié hier le budget de la Défense Nationale, le gouvernement a essuyé les critiques d'une partie des députés de sa majorité sur plusieurs aspects de ce budget qui confirment les récents infléchissements de Giscard en matière de Défense.

Le budget de la Défense 77 est en augmentation de 16,8% sur celui de 76, il atteint 58,412 milliards soit 3,1% du Produit National Brut. (L'an dernier 3%). Il représente 17,55% du budget contre 17,07% en 76. C'est donc une augmentation de la part relative des dépenses de Défense Nationale dans l'ensemble du budget et une augmentation sensiblement supérieure au taux d'inflation. Mais toutefois, cette augmentation reste inférieure aux prévisions de la loi programme votée l'an dernier qui prévoit que le budget de la défense représente en 1980, 20% des dépenses publiques.

En dehors de cette progression d'ensemble du budget de la Défense ce qui le caractérise c'est :

- la stagnation des dépenses d'équipement
- la répartition des dépenses de fonctionnement
- la baisse des crédits de l'armement nucléaires.

### LA STAGNATION DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT :

L'augmentation des crédits est affectée en priorité au fonctionnement, par contre les dépenses d'équipement marquent le pas si l'on tient compte de l'inflation. C'est particulièrement nette en ce qui concerne les crédits affectés à la marine : les autorisations de programme sont en baisse très



nette. La modernisation et le tonnage des constructions neuves devra sérieusement être diminués.

Suite p.3

## Election en Haute Loire

### UN TIERS D'ABSENTION

- Légère poussée du PS
- Ballotage serré pour dimanche prochain

Voir p.3

Aujourd'hui,  
journée  
«île morte»  
en Corse

Voir page 6

Plusieurs centaines de personnes  
à l'enterrement de la jeune enseignante

## LA SOEUR DE RENEE BOUDOURESQUE REPOND AUX CALOMNIES DE HABY

Hier, à Puget Ville, dans le Var, plusieurs centaines de personnes ont participé aux obsèques de Renée Boudouresque. Il y avait beaucoup d'enseignants venus du Var et des Alpes maritimes, il y avait des habitants de village et de travailleurs de la région. Derrière la douleur sourdait une révolte encore avivée par les déclarations odieuses de Haby, le matin même. «On ne peut pas laisser passer ça, ils ne l'emporteront pas au paradis !» disaient ceux qui avaient quitté leur travail pour se solidariser avec la famille de Renée Boudouresque. Peu de temps avant, devant l'hôpital de Nice, la sœur de Renée prenait la parole devant 150 personnes. Profondément émue, elle avait tenu à répondre publiquement aux calomnies révoltantes de Haby et du recteur de Nice, à la radio et à la télévision.

«Je prends la parole au nom des miens. Nous y sommes contraints malgré notre douleur par les déclarations odieuses faites ces derniers jours par le ministre de l'éducation et le recteur de Nice. Ces déclarations nous ont révoltés. On cherche, par des affirmations non prouvées à dénigrer ma sœur qui n'est plus là pour se défendre.

Voir p.6

## LIBAN

- Déploiement des forces de paix arabes.
- Guerre au Sud sur terre et sur mer contre les agresseurs sionistes.

## SALON DE L'ENFANCE 76

La  
«protection»  
de la nature  
et celle  
des mineurs

Voir p.2

## • problemes du marxisme-leninisme

1 - A PROPOS  
DE L'OC-GOP ET  
DE RÉVOLUTION !

Voir p.3

# JEUNES

## 29<sup>e</sup> SALON DE L'ENFANCE

Reportage Pierre PUJOL

# LA «PROTECTION» DE LA NATURE ET CELLE DES MINEURS

Palais du CNIT, Rond Point de la Défense. Depuis le 27 octobre, le 29<sup>e</sup> salon de l'enfance s'est ouvert, sous la présidence du très réactionnaire Bernard Lafay, président du Conseil de Paris député RI qui voici quelques jours, lançait un appel aux Parisiens pour qu'ils viennent saluer Juan Carlos... Une fanfare, celle des pompiers de Paris, des

soirs de musique et une énorme enseigne visible dès l'entrée : «Stand des Armées», BHV, Coca Cola, Pif le Chien, le Crédit Lyonnais, Baignol et Farjon, Banania, Poulain, Hachette-Jeunesse-Collections, Institut du Manioc, Maison de la Gauffre Belge, Motobecane, Peugeot... des panneaux multicolores partout la publicité omniprésente.

Beaucoup d'enfants déambulent dans les allées du salon, essayant un jeu, un concours, puis un autre... Des très jeunes surtout, venus soit avec leurs parents, soit en groupe avec leur classe, échappant pour quelques heures aux murs de l'école...

«Comment trouves-tu ce salon ?» «Oh, il y a des jeux intéressants et d'autres moins. Moi ce que je préfère c'est le sport» nous dit un garçon de 11 ans. «Le saut du parachute c'est pas mal, le rocher d'escalade et aussi le tir à l'arc»

Installés devant des «Canson» à leur taille, des tous petits barbouil-

lent avec de la peinture et des pinceaux... «Il y a bien peu de choses pour eux dans ce salon» me fait remarquer une mère de famille «bien moins qu'avant, quand j'y allais avec mes sœurs».

Ce qui frappe en parcourant le salon c'est le petit nombre de jeux vraiment nouveaux, il n'y a pas grand changement au menu de cette véritable institution politico-commerciale qu'a toujours constituée le Salon de l'Enfance. Deux thèmes pourtant, vu l'insistance et la multiplicité des stands qui y sont consacrés, sont dominants cette année : la «protection» de la nature et... celle des mineurs.

Direction Centrale de la Sécurité Publique !

«Le tir à l'arc» : Un sport qu'on peut rarement pratiquer à l'école pratiqué librement au salon grâce toujours à la vigilance de la Direction Centrale de la Sécurité Publique !

Au deuxième niveau, un stand de la gendarmerie nationale propose ses offres de carrières et sa documentation grâce au remarquable prétexte d'un jeu électrique : deux motos (des BMW noires) grandeur nature sont fixées devant un écran couleur sur lequel défilent la route et ses embûches. Un coup de poignet pour accélérer, et le film passe plus vite, un coup de frein et on peut éviter in extremis le tracteur qui débouche à la sortie d'un virage. Le tout sonorisé. Tout pour être dans «la peau» du motard...

En redescendant au rez-de-chaussée on découvre le stand «éducatif» de la Police Nationale, Service de la Protection des Mineurs. Sur un verre dépoli passe un film moral suivi

avec attention par une brochette de fonctionnaires maison... mais aucun enfant. Tous les thèmes manipulateurs de la campagne anti-jeunes défilent en couleurs : la délinquance, la drogue (dure de préférence), le tabac, la fugue, l'alcool avec des images qui peignent une jeunesse faible, avilie, violente, et surtout «influençable», suivant trop vite «le mauvais exemple».

Dans tous les stands des flics, on diffuse de la pub. Un magnifique dépliant qui décrit toutes les activités sportives qui se pratiquent à la police, les bons traitements de 2350 Frs à 4160 Frs (avec la mention : «traitements au 1<sup>er</sup> mars 76, régulièrement réajustés.») Sur la couverture entre les photos d'un maître-chien et d'un motard CRS on lit «Vous êtes jeune, sportif, dynamique. Vous recherchez une situation d'avenir, attrayante, variée, où une large part est laissée aux activités physiques... La police vous l'offre ! Devenez Gardien de la Paix !»

### «NE JETEZ PAS CETTE BROCHURE SUR LA PLAGE»

L'autre face de ce salon, c'est «la protection de la nature et de l'environnement.»

### LE SALON DES «MINEURS»...

Les jeux sportifs, on en trouve à tous les niveaux du salon. Des jeux qui polarisent l'intérêt des jeunes visiteurs, des jeux patronnés par la brigade des mineurs de la police...

100 mètres au volant d'un coupé 104 sur le parvis de la Défense ; l'occasion pour beaucoup d'enfants d'avoir le plaisir de conduire une vraie voiture

Le «Criterium du jeune pilote avec les moniteurs de la Police Nationale Sécurité Publique CRS.» annonce un panneau. Au stand, un CRS en tenue inscrit les candidats au «criterium» : un tour de

«L'alpinisme» : Un rocher artificiel d'escalade de douze mètres de haut attire de nombreux jeunes qui s'entraînent à l'escalade et à la descente en rappel, encadrés par les sections alpines de la

VOUS ÊTES JEUNE, SPORTIF, DYNAMIQUE. VOUS RECHERCHEZ UNE SITUATION D'AVENIR, ATTRAYANTE, VARIÉE, OÙ UNE LARGE PART EST LAISSÉE AUX ACTIVITÉS PHYSIQUES.

... LA POLICE vous l'offre

Devenez GARDIEN DE LA PAIX

La «une» du dépliant massivement distribué aux jeunes. On y voit point de ces maîtres chiens attaquant les grévistes de Chaousson, ou de ces motards poursuivant et réprimant les jeunes dans les villes. Une large part laissée aux activités physiques, nous dit-on, mais pour s'entraîner contre qui ?

Le «Grand jeu de la nature» retient l'attention. Il est composé de trois jeux organisés en équipes : le jeu de la forêt (chaque équipe répond à cinq questions sur les arbres et les animaux et à cinq questions sur la forêt) ; le jeu du sentier sportif, et le jeu de l'eau à partir de questions tirées au sort à partir d'un montage audio visuel.

seils à l'allure simple, plein de «bon sens», ces jeux cherchent à obtenir l'adhésion des enfants à une lutte contre la pollution qu'on ramènerait à une question de bonnes volontés individuelles, (dans l'esprit du ministère de la Qualité de la Vie qui patronne ces jeux). Ici pas d'usine polluante pour cause de course au profit, pas de dimension sociale, de classe, du problème. C'est «l'usager» qui serait responsable de l'état de son environnement ! Des produits toxiques, manipulés dans les usines par les ouvriers, il n'en est surtout pas question.

Les gagnants gagnent une promenade en forêt ! Un dépliant intitulé «Aimez vous la mer ?» est distribué aux enfants, (produit comme les jeux par le ministère de la qualité de la vie). Avec de jolis dessins à l'appui, on peut découvrir les «10 commandements de celui qui aime la mer» : «Je ne gare pas ma voiture sur la plage, je ne jette rien sur la plage, ni dans l'eau je limite ma pêche à ce que je peux consommer ; pour préserver ma santé je n'utilise pas de benzine pour nettoyer les taches de goudron ; je respecte les réglementations existantes...» De même, le jeu des erreurs nous incite à ne pas jeter de papiers gras, ni jeter de mégots dans les bois... A travers une série de con-

Les traditionnels jeux de cow-boy et d'indiens ont presque disparu, hormis le «OK Coral» du BHV et le «Village Indien». Quelques jeux sportifs connaissent un grand succès : le tennis de table, le Roller-Surf, le Judo, l'escrime et le saut «comme en parachute» (à l'aide d'un filin.). On remarque aussi le vif succès du cyclisme (compétition Home-trainer offerte par Coca Cola) et du «tremploline».

**POLICE DES MINORS**

SONDAGE

AGE :                      SEXE :                      ACTIVITE :

---

1<sup>er</sup> - Parmi les dangers courus par la jeunesse, quels sont ceux que la Police des Mineurs doit aborder en priorité ?

3     Pédophilie

4     Alcoolisme

5     Drogue

    prostitution

    pornographie

    délinquance juvénile

    dangers de l'auto-stop

Numérotez suivant votre ordre de priorité

2<sup>e</sup> - Considérez-vous la participation à l'animation des loisirs de la Jeunesse comme une action positive.

OUI                       NON

3<sup>e</sup> - Suggestions.

*travailler à une sur les jeunes*

1. Ne jetez pas vos déchets sur la plage

2. Ne jetez rien sur la plage si dans l'eau

3. Ne faites pas tirer de feu

4. Ne laissez pas d'animaux en liberté sur la plage

5. Limitez votre pêche à ce que je peux consommer

6. Ne retournez pas les rochers qui abritent des poissons et des animaux

7. Ne laissez pas de déchets sur la plage

8. Pour conserver ma santé je n'utilise pas de benzine pour nettoyer les taches de goudron

9. Je respecte les réglementations existantes

10. J'apprends à mes enfants à respecter la plage et la mer

# LA DISSUATION NUCLEAIRE A NOUVEAU EN QUESTION

Suite de la p. 1

## LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Si les crédits affectés au fonctionnement augmentent, ce ne sont pas on s'en doute, les appelés qui en seront bénéficiaires, leur solde augmentera de façon dérisoire en 77. Par contre, les officiers et sous-officiers connaîtront une augmentation substantielle de leurs traitements : + 19%.

Un rapporteur de la commission faisait remarquer que «des armées

disposeront en 77 de dotations en volume de carburants égales à celles attribuées en 76. C'est-à-dire que les taux d'activité qu'elles permettent resteront ce qu'ils sont, à la limite de l'admissible, voire en dessous du seuil, de sécurité dans le cas de l'entraînement des pilotes».

## LA BAISSÉ DES CRÉDITS DE L'ARMEMENT NUCLEAIRE

Le rapporteur de la commission signalait

que : «Le pourcentage du budget de l'armement nucléaire par rapport au budget total de la défense baisse. Il passe de 13,80% en 1976 à 13,49% en 1977 en crédits de paiement, et, en autorisations de programme, il passe de 15,12% à 13,97%». Ce qui signifie que les investissements nécessaires au lancement des nouveaux programmes sont en chute libre sauf en ce qui concerne le projet de missile à têtes multiples. La construction d'un sixième sous-marin lance-missiles à propulsion nucléaire

n'est toujours pas programmée.

## ARMÉE DE DÉFENSE NATIONALE, ARMÉE DE GUERRE CIVILE

Mais un point que le débat à l'Assemblée Nationale n'a pas abordé, et pour cause, c'est l'aspect armée de guerre civile de l'armée actuelle. Aucun député n'a jugé utile à ce jour de questionner le gouvernement sur la nature des manœuvres qui sont effectuées et leur cible exact. Pas de questions non plus sur «l'endivisionnement» de toutes les unités de l'armée qui est en train d'être réorganisée. Giscard prononçant son discours au printemps dernier devant l'institut des hautes études de défense nationale, n'avait pas manqué de lier cet «endivisionnement» à la «déstabilisation» intérieure et extérieure. Derrière ce terme barbare, de «déstabilisation», il faut tout simplement lire la croissance et le développement des mouvements sociaux, et les risques qu'ils font encourir à la bourgeoisie. L'examen de cette question ne figurait pas, d'un commun accord de tous les partis, à l'ordre du jour du Parlement !



## Ballotage serré en Haute-Loire STABILITÉ DU PS RECU DE LA MAJORITÉ ET DU PCF

Les élections législatives partielles dans la deuxième circonscription de Haute-Loire se sont donc conclues sur un scrutin de ballotage serré. Le candidat Républicain Indépendant, le sénateur Proriol, devance le candidat du PS, M. Eyraud, de 2 596 voix, mais ne pourra compter que sur le maigre report des suffrages fascistes du Front National (793 voix, soit 17 %)

Cette élection appelle plusieurs remarques. D'abord elle confirme le poids électoral du PS, qui progresse légèrement (en pourcentage) par rapport à 73. Le PCF par contre connaît à nouveau le recul qu'il enregistre depuis plusieurs élections partielles. On se souvient du médiocre résultat de Labeyrie à Tours, malgré une campagne intense et une implantation révisionniste non négligeable. Pour tout commémorer, l'«Humanité» évoque l'échec de Jean Benoit (qui passe de 8,13 % en 73 à 6,51 % cette année) et qui est donc éliminé dès le premier tour par ces quelques mots : «Dans une région difficile et alors que notre effort militant ne se dément pas, l'implantation des organisations communistes n'a pas atteint encore une grande densité. Au surplus notre candidat fut comme nous l'avons signalé, l'objet de discriminations graves de la part de la télévision et de la presse».

Ces raisons peu convaincantes et embarrassées trahissent les difficultés du PCF à justifier une politique aux résultats contraires à ceux escomptés. C'est le PS qui tire le profit maximum de «l'union de la Gauche» et qui semble ravir de plus des voix au PCF. D'autre part le

Le candidat du PS, Louis Eyraud, qui obtient 42,41% des suffrages exprimés, progresse de près de 2% par rapport aux suffrages PS de 73. Il doit compter sur le report des voix PCF (6,5%) et de celles recueillies par le candidat trotskyste (1,5%) au second tour. Au total, le PS dispose d'une avance potentielle de 397 voix au second tour.

discours en direction des cadres, et de l'électorat bourgeois, ici comme à Tours, ne semble pas payer.

Il reste que le résultat du second tour est indécis. Le PS cherche à récupérer ce siège qu'il avait perdu en 73 de quelques centaines de voix face au RI. Un certain

nombre d'abstentionnistes peuvent encore voter, il y en a eu surtout dans les cantons dominés par la «majorité». Le premier tour de la législative de Haute-Loire confirme au total l'essoufflement de la majorité présidentielle, la stabilité du PS et le recul du PCF.

## LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE À LA POINTE POUR LES PRIVILEGES FISCAUX AUX CAPITALISTES

L'avoir fiscal est célèbre en France depuis qu'il fut révélé que Chaban Delmas alors premier ministre ne payait pas d'impôts grâce à ce système. Ceci s'applique aux possesseurs d'actions pour lesquels le fisc considère que l'impôt sur les sociétés payé avant distribution des actions doit rentrer en ligne de compte et être déductible de l'impôt sur le revenu pour une part. En France, l'avoir fiscal est à 50 % c'est à dire que 50 % de l'impôt sur les sociétés est déductible par les actionnaires, au prorata de leurs

actions. Avec un tel système, certains actionnaires peuvent donc ne pas payer d'impôts. Le même système était en vigueur en RFA, la coalition libérale social-démocrate au pouvoir vient de l'améliorer. En 77, l'avoir fiscal sera porté à 100 %, c'est donc l'intégralité de l'impôt payé par les sociétés qui pourra être considéré comme avoir fiscal pour les actionnaires. Si la société qui distribue les actions acquitte un impôt de 36 %, l'actionnaire aura le droit de déduire cet impôt de son propre impôt sur le revenu

et s'il y a excédent il lui sera remboursé.

Cette nouvelle réglementation vise évidemment à inciter les gros épargnants, les financiers à effectuer des investissements productifs en achetant des actions.

En fiscalité comme dans d'autres domaines, le modèle allemand montre la voie : à la diminution des salaires des travailleurs, s'ajoutent des avantages fiscaux pour les capitalistes.

## problemes du marxisme-leninisme

### 1-A PROPOS DE L'OC GOP 9 ET DE RÉVOLUTION

Révolution se réfère au marxisme-léninisme. Or le marxisme-léninisme, tant du point de vue de sa théorie que de sa pratique a une histoire. Il ne reste pas figé dans les enseignements de la révolution d'Octobre 1917, pour resurgir - encore ce point n'est-il pas établi fermement pour Révolution - dans la révolution chinoise de 1949. S'en tenir à son histoire réelle n'a rien à voir, s'agissant du marxisme-léninisme, avec le respect un peu rituel d'une tradition, mais au contraire s'appuyer sur tous les enseignements, positifs et négatifs de la pratique du mouvement ouvrier international depuis qu'il existe est une nécessité pour la lutte révolutionnaire présente. L'appréciation de l'histoire du mouvement ouvrier international est elle-même l'objet d'une lutte entre deux conceptions diamétralement opposées : celle du matérialisme historique et celle de l'idéalisme historique. Pour le matérialisme historique, l'appréciation d'un moment de l'histoire du mouvement ouvrier n'est pas unilatérale, il s'agit d'examiner dans leur rapport réciproque, les aspects positifs et négatifs, les apports et les erreurs. Ne considérer que les erreurs, que les aspects négatifs isolément des aspects positifs, revient à travestir la réalité, à en diffuser une connaissance tronquée. Déterminer l'aspect principal ne peut s'effectuer que sur la base scientifique d'une analyse complète des différents aspects que présente une situation.

Or, Révolution agit sous l'angle de l'idéalisme historique, lorsqu'elle définit la situation du mouvement ouvrier à la mort de Lénine. Pour elle, la mort de Lénine coïncide à peu près exactement avec l'apparition et l'hégémonie du révisionnisme sur le mouvement ouvrier international, alors, que, nous l'avons vu, pour le Parti Communiste Chinois, pour le Parti du Travail d'Albanie, qui définissent les repères essentiels du camp marxiste-léniniste à l'échelle internationale à cette époque, c'est à la suite du XX<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique en 1956 que le révisionnisme moderne s'affirme dominant dans ce parti et provoque dans les années qui suivent, la scission du mouvement communiste international. Jusque là, malgré de grandes insuffisances et à travers de grandes erreurs et déviations, le système socialiste caractérise l'Union Soviétique, c'est-à-dire que la contre-révolution qui se prépare n'a pas encore eu lieu.

La lecture que donne Révolution des événements est en complète contradiction avec le fond même du débat qui se mène alors dans le mouvement communiste sous l'impulsion des partis qui défendent le marxisme-léninisme contre le révisionnisme krouchtchevien. En effet, la polémique s'établit alors autour de la caractérisation par Krouchtchev de la période antérieure du PCUS comme étant celle du «culte de la personnalité» et le rapport secret qu'il présente au XX<sup>e</sup> congrès donne amplement raison à tous ceux qui avaient présenté l'Union Soviétique et son parti comme l'expression d'un socialisme défiguré, d'une révolution trahie en bref, aux trotskystes qui retrouvent alors une nouvelle jeunesse.

Mais le XX<sup>e</sup> congrès ne s'en tient pas à ces brusques «révélation» historique, il engage simultanément, du fait des «conditions nouvelles» que Krouchtchev distingue alors dans l'évolution du monde la révision complète des principes marxistes-léninistes, il réduit la ligne générale du mouvement communiste international à la coexistence pacifique, à la compétition pacifique, au passage pacifique au socialisme, c'est à dire la condamnation des guerres révolutionnaires des peuples contre l'impérialisme, l'abandon de la Révolution Proletarienne et de l'insurrection prolétarienne armée. Il s'agit là d'un grave désarmement idéologique et politique du mouvement communiste international, du prolétariat révolutionnaire et des peuples opprimés dans le monde. La conjoncture entre les aveux et révélations de Krouchtchev sur la phase antérieure dans laquelle se trouvait l'Union Soviétique et cette vaste opération de désarmement idéologique des communistes est totale. En réalité, la première n'a fait que servir la seconde. Il était nécessaire de rayer d'un trait plus de trente ans d'expérience de la dictature du prolétariat pour imposer l'orientation clairement révisionniste de Krouchtchev, d'anéantir les acquis de la lutte révolutionnaire des peuples pour les ramener dans l'ornière des propositions réformistes les plus éculées.

Ce faisant, Krouchtchev n'avait pas tiré de son imagination tous les faits, souvent déformés et amplifiés qu'il rapportait dans son intervention secrète mais, procédant selon l'idéalisme historique et non le matérialisme historique, il avait mis bout à bout tout ce qui, selon lui, résultait des erreurs de Staline, n'analysant en rien leur contexte, ne les rétablissant nullement dans l'évolution des contradictions propres à la société socialiste. Ramassés d'anecdotes et parfois de calomnies, le rapport secret n'avait qu'une fonction ! Préparer les esprits à la soumission au révisionnisme.

(à suivre)

# POLITIQUE

## "LES CADRES ONT TOUS LEUR PLACE DANS LE PCF"

L'offensive de la direction PCF de la CGT en direction des cadres se poursuit vigoureusement. «36 heures d'Options» la luxueuse revue de l'UGICT (cadres CGT) qui se sont déroulées le week end dernier à Paris, ont été l'occasion pour Krasucki d'étaler encore un peu plus ouvertement la politique de collaboration de classes de la direction CGT. Les échéances électorales se rapprochent, il faut faire vite.

Krasucki n'a pas peur d'affirmer que : «La CGT défend le principe d'une hiérarchie nécessaire des salaires pour des raisons évidentes que tous les travailleurs comprendront parce qu'elle correspond à des qualifications, des responsabilités bien concrètes qui la justifient...»

Les OS rivaux à leurs chaînes avec sans cesse les chiens de garde de la maîtrise sur le dos, les grévistes qui doivent affronter les commandos de cadres contre les piquets de grève apprécient les propos de M.Krasucki.

Là où le secrétaire confédéral lève plus qu'un coin du voile, c'est quand, s'adressant à ces couches de parasites, il leur lance ce conseil : «Vos intérêts sont opposés à ceux du patronat et non ceux des personnels d'exécution. Vous ne les défendez avec succès qu'avec tous les travailleurs. La compréhension que nous demandons aux ouvriers et employés pour vos intérêts légitimes, nous vous la demandons en réciprocité pour eux...»

Cela veut dire tout simplement qu'au premier plan des revendications des «salariés», se trouveront les «intérêts légitimes» des cadres, maîtrise et autres ingénieurs, et que c'est en s'appuyant sur les luttes des travailleurs qu'il faudrait les satisfaire.

Depuis des années déjà les travailleurs s'opposent à de telles manipulations. Dans leurs luttes ils avancent les revendications de salaires uniformes et ne se battent pas pour la fameuse «grille unique de l'OS à l'ingénieur». Mal-

gré cela, Krasucki et ses compères continuent de prétendre que les intérêts de tous ces «salariés» que sont les ouvriers, les cadres, la maîtrise sont communs.

Bien sûr, il s'agit pour le PCF de gagner un maximum de voix pour les prochaines élections mais il vise plus loin. Dans la société de capitalisme d'Etat qu'il espère imposer en France, le

PCF aura besoin de ces couches pour asseoir sa domination. Elles seront son appui privilégié, c'est ce qu'ils s'évertuent à leur expliquer aujourd'hui.

G.P.

Avril 76 aux Cycles Peugeot à Beaulieu : les cadres de Peugeot, avec l'aide des flics, tentent de forcer le piquet de grève...



## Des visiteurs en Lorraine Poniatowski, Beullac, Stoléru et Giscard

Ces derniers temps, on a assisté en Lorraine à la visite de nombreuses personnalités du gouvernement ou proche des partis au pouvoir.

Pourquoi ce soudain intérêt pour cette région ? C'est tout d'abord Poniatowski venu inaugurer à Metz un centre d'information municipal d'un «style nouveau». Mais il a aussi profité de l'occasion pour conférer avec le préfet sur un sujet qui n'a pas été révélé. Lequel ? probablement celui des prochaines municipales.

C'est Beullac qui vient présenter à Nancy le livre de Giscard, mettant par la même occasion en valeur le candidat RI aux prochaines municipales. Le même Beullac confirme les 10 000 licenciements dans la sidérurgie.

C'est aussi Stoléru, venu propager ses idées creuses sur la revalorisation du travail manuel. C'est enfin Haby qui doit venir inaugurer un CES près de Lunéville ; par hasard, c'est la ville où il doit se présenter aux prochaines législatives. Tous ces voyages sont en fait destinés à préparer celui de Giscard en Lorraine le 25 novembre. Pendant que celui-ci, développera ses idées sur «les collectivités locales».

Voilà qui éclaire les préoccupations actuelles de la bourgeoisie, celle des prochaines élections. Elle n'en brandit pas moins à cette occasion les menaces contre la classe ouvrière. Ce sont les 10 000 licenciements de la sidérurgie. C'est la confirmation des opérations de restructuration. C'est la région de Longwy transformée en désert.

Dans cette ville connue dans toute la région, la colère monte et les travailleurs sauront accueillir Giscard, affirmant ainsi leur refus de subir le chômage partiel, les licenciements, les conséquences du plan Barre dans son ensemble.

Le PCF lui aussi prépare les prochaines élections. On peut voir dans sa presse fleurir les articles pour l'application de l'accord national et départemental pour les prochaines élections.

Que propose-t-il à Longwy ? de créer un comité regroupant les commerçants, les médecins, les professions libérales.

Pour lutter contre les licenciements ou pour s'attirer les bienfaits d'une certaine clientèle électorale ?

Correspondant Longwy

# LUTTES OUVRIÈRES

## L'application du plan Barre dans les banques

Brossolette, ancien secrétaire général de l'Elysée et le nouveau président du Crédit Lyonnais essaye de remettre en cause les avantages acquis par le personnel de la société.

Il a annoncé son intention de maintenir les salaires dans la stricte application du plan d'austérité et informé le personnel de réduire considérablement, voire supprimer, les «améliorations de situation» intervenant habituellement en fin d'année.

D'autre part, les banquiers seraient en train d'étudier la possibilité de dénoncer la «convention nationale du personnel des banques». Le plan Barre est appliqué avec zèle dans les banques !

## Bayard-Montrouge : Répression = extension des luttes

Les travailleurs de Bayard-press à Montrouge sont en lutte pour les salaires, la garantie de l'emploi, contre les mauvaises conditions de travail...

La direction vient d'annoncer le licenciement d'un travailleur espérant ainsi briser la détermination des grévistes. C'est le contraire qui s'est produit, la lutte s'est durcie malgré la répression.

## Le libéralisme giscardien à l'œuvre

Samedi à sept heures du matin, cent cinquante travailleurs immigrés ont été expulsés de leur logement par la police de Poniatowski dans le 15<sup>e</sup> arrondissement.

Le même jour, Dijoud affirmait hypocritement sur Radio-Monte-Carlo que «les travailleurs immigrés sont indispensables à notre pays». Encore un exemple frappant des deux faces du libéralisme avancé de la société giscardienne.

## LES PATRONS DE L'AMIANTE SUR LA DÉFENSIVE

La Chambre Syndicale de l'Amiante et le Syndicat Professionnel de l'Amiante ont publié, mercredi dernier, un communiqué au nom des quarante entreprises transformatrices de l'amiante (qui emploient 14 500 travailleurs). Elles dénoncent en termes vigoureux «la direction d'Amisol qui a fait preuve depuis plusieurs années d'une attitude scandaleuse. La profession rejette avec indignation la suspicion qu'elle fait peser sur l'ensemble de ses membres». Son dénoncé également «certains procédés de flochage utilisés dans des conditions de sécurité inacceptables pour les travailleurs qui les mettent en œuvre alors que l'évolution technologique permet de les éviter». Enfin les patrons de l'amiante s'engagent à fournir «une meilleure information aux travailleurs et améliorer les conditions de travail et l'emploi de l'amiante».

Cette déclaration des patrons de l'amiante sanctionne l'avancée de la lutte et des effets des dénonciations faites contre les dangers de l'amiante : asbestose, mésothéliomes (cancers de la plèvre). Face aux actions engagées, aux exigences de sécurité formulées par les ouvriers de l'amiante et par ceux qui travaillent dans les locaux où l'isolation a été réalisée par «flocage d'a-

miante» (Jussieu), les patrons de l'amiante font mine de changer leur fusil d'épaule et adoptent une attitude défensive apparemment conciliatrice. Il est amusant de les voir tenir la tête sous l'eau à l'entreprise Amisol qui s'est déjà noyée depuis vingt-trois mois. Depuis près d'une centaine de licenciés d'Amisol n'arrivent pas à trouver d'emploi, les patrons de Clermont-Ferrand ne voulant embaucher des ouvriers susceptibles de mourir dix ans plus tard d'asbestose ou de cancer ! C'est seulement aujourd'hui, après la faillite que la profession fait mine de se scandaliser !

La critique du flochage d'amiante est également amusante. Les industriels de l'amiante se sont enrichis grâce à ce commerce, sans mot dire. C'est seulement aujourd'hui, ou plus personne ne veut de ce procédé, qu'ils le dénoncent ! Enfin, les promesses de sécurité

pour les producteurs et les consommateurs, sont à suivre avec vigilance. Les scandales mis au jour : amiante dans le vin, les luttes ouvrières (Ferodo, Amisol) ont contraint la bourgeoisie à changer de couplet, mais il est à craindre que ce soit la même chanson qui continue, celle de l'insécurité renforcée par l'austérité. D'autant que dans une étude patronale récente, les industriels après une étude comparative des coûts entre produits aux qualités identiques (comme la laine de verre) concluaient à la rentabilité toujours actuelle de l'amiante comme matériau...

Si les déclarations patronales constituent un recul évident et sensible, la bataille de l'amiante n'est donc pas prête de se conclure. Elle doit trouver de nouveaux développements dans la lutte pour la sécurité des plus exploités, c'est-à-dire des ouvriers.



Fibres d'amiante (grossies 30 000 fois) photographiées dans un des vins analysés

## LUTTES OUVRIÈRES

## Communiqué de l'inter-syndicale de la Hague (extraits)

### "NOS POSITIONS RESTENT INCHANGÉES"

La décision de principe de mettre en place le Comité d'Hygiène et Sécurité élargi a été prise le 4 octobre 1976 par l'Administrateur général : M. Giraud en présence des représentants du Centre de La Hague, CFDT-FO-SPAEN réunis en inter-syndicale et représentants les agents en grève du Centre de La Hague.

UN MOIS PLUS TARD,  
QUE  
CONSTATONS-NOUS ?

1 - Le blocage systématique du Président, -M. Delange, directeur du Centre-, du Comité d'Hygiène et Sécurité élargi marque bien, à nos yeux, la volonté de continuer à camoufler les réalités d'UP2 aux yeux de l'administration et du gouvernement.

Comment un responsable pourrait-il sans risques pour lui-même reconnaître et cela brutalement qu'effectivement, il y a des problèmes de sécurité à La Hague alors qu'à cor et à cri il a répété que tout était en ordre au niveau des installations et de la sécurité du personnel et des populations.

2 - Nous pensons également que le conflit actuel est révélateur sur l'utilisation que l'on voulait faire de La Hague et de l'usine UP2, c'est-à-dire :

• Faire produire au maxi-

THOMSON C.S.F.  
(SARTROUVILLE) :  
AUGMENTEZ  
NOS SALAIRES !

Les 485 travailleurs de l'usine Thomson C.S.F. à Sartrouville à l'appel de leurs organisations syndicales CGT et CFDT organisent depuis maintenant sept semaines, des débrayages auxquels s'ajoute chaque semaine, un meeting. Ces actions répétées et régulières ont pour objectif la satisfaction de plusieurs revendications portant sur les salaires : 250 F uniformes, augmentation des salaires de 6 %. La direction refuse toute négociation. La lutte se poursuit.

Achetez le  
Quotidien  
du Peuple  
tous les jours  
dans  
le même  
kiosque

mum les installations en prenant le risque de les sacrifier afin d'en tirer des conclusions pour la construction de la future usine UP3.

• Négliger complètement le devenir du personnel et par là même sa santé, sa sécurité d'emploi et cela au moindre coût.

• Dissimuler les risques qu'encourent les populations.

En cas d'échec de cette tentative, la structure de la COGEMA avait l'avantage de pouvoir se débarasser plus facilement du personnel alors que la Convention de travail contraignait à une certaine sécurité d'emploi.

Les travailleurs ne peuvent plus se laisser bernier en faisant gagner du temps à l'administration qui minimise les problè-

mes réels dont l'administrateur général M. Giraud a maintenant connaissance.

Le personnel demande donc à l'Administrateur Général de respecter ses engagements, en fixant le calendrier précis de la mise en place du CHS élargi. Toute attente supplémentaire dans les délais de mise en place ne fera qu'alourdir le climat sur le centre de La Hague.



### Autour de la journée «portes ouvertes» à Lip...

#### LES GREVISTES DE PEUGEOT :

## «CONTRE LE PLAN BARRE, SOLIDARITE OUVRIERE»

1200 personnes ont participé à la journée «portes ouvertes» à Lip samedi dernier.

Voilà cinq mois qu'il n'avait pas été donné aux travailleurs bisonnés de retrouver les Lip dans l'usine qu'il occupent depuis que les Neuschwander, Riboud, Gillet l'ont demandée. Les 8 et 9 mai dernier, la première journée «portes ouvertes» était un test pour juger de l'ampleur du soutien populaire à la lutte qui s'engageait. Le grand succès de ces journées leva toutes les incertitudes qui pouvaient subsister dans la tête des Lip sur la réalité de ce soutien.

Mais au cours de ces cinq mois écoulés, bien des choses ont changé, tant à Besançon que partout en France : successivement, la publication du plan Barre et la riposte populaire qui y fait suite le 7 octobre sont des traits nouveaux, marquants d'une

nette aggravation de la crise et d'une volonté redoublée de la classe ouvrière d'y faire échec. Cela s'est traduit par un essaim de luttes nouvelles à Besançon dans les dernières semaines, les ouvriers du Garage Peugeot ou de Borel-Soretet étaient là pour en témoigner. «Nous ne sommes plus seuls aujourd'hui à mener la lutte» font remarquer les Lip. Cela est établi. Mais, alors que se précise l'échéance de 78 que préparent déjà toutes les forces de la bourgeoisie, comme les travailleurs de Lip, Peugeot, Borel...envisagent-ils l'avenir de leur combat pour le maintien des 900 emplois ? Comment entendent-ils l'unir à celui de toute la classe ouvrière aujourd'hui ? C'est une première réponse à ces questions que nous sommes allés chercher samedi à Palente. Avec les ouvriers de Peugeot tout d'abord...

Sur le parking qui fait face à l'usine Lip, les grévistes du garage Peugeot avaient, dès le matin installé leurs panneaux, distribuaient leurs tracts et procédaient à de petites réparations ou révisions de véhicules. Ils abordent leur conquête semaine de lutte avec un enthousiasme et une combativité inentamés. La direction qui feint d'ignorer la grève, refuse d'engager la moindre négociation. Cela ne l'empêche pas de traîner les grévistes devant les tribunaux ou de s'organiser avec d'autres patrons

pour tenter de briser la lutte. Les travailleurs y ont répondu par un effort constant de popularisation en direction des autres usines. Ainsi, ils s'installent sur le parking des entreprises de Besançon à l'heure de la sortie et entament les discussions avec les travailleurs. L'initiative a été reproduite systématiquement dans chacune des zones industrielles bisonnées.

S'engageant dans leur cinquième semaine de lutte, il s'agit déjà de tirer un premier bilan. «Nous allons tenir une assem-

blée générale approfondie pour mettre au point de nouveaux moyens de popularisation. Pour cela, nous avons invité des ouvriers et des militants syndicaux de ces usines où nous sommes allés. Ils nous diront comment ont été appréciées nos interventions, cela nous aidera à mieux voir ce que nous devons faire pour continuer», explique un responsable de la lutte qui ajoute : «On a à faire à un blocage patronal qui est la mise en application concrète du plan Barre. Comment faire sauter ce verrou autrement que par

### Avallon (Yonne)

• Les paysans boycottent la foire-concours

• Les ouvriers de RKS manifestent

Samedi 6 novembre avait lieu à Avallon, dans le département de l'Yonne, la foire-concours que les paysans-éleveurs de l'Avallonnais ont décidé de boycotter. A cette occasion, un paysan pauvre expliquera : «C'est une véritable provocation de présenter des bêtes alors que des milliers de paysans se demandent comment nourrir leurs bêtes».

Des paysans, ont organisé avec le soutien du PCR, une intervention sur le marché contre le plan Barre. Aujourd'hui, ils sont de plus en plus décidés à continuer ce genre d'action et à s'organiser : déjà ils posent la nécessité de l'unité ouvriers paysans et la nécessité d'un front de lutte.

Mais ce ne sont pas seulement les paysans qui ont manifesté leur colère : les ouvriers de l'entreprise RKS sont eux aussi intervenus sur le marché. A RKS usine de roulements à bille, contrôlée par la multinationale SKF, on totalise 22 jours de chômage en un an.

Les horaires qui étaient de 44h par semaine sont descendus le 1<sup>er</sup> février 1975, à 40 H. Actuellement, les ouvriers font 32 H avec trois jours chômés par mois. «Depuis 1974, disent les ouvriers, nos ressources n'ont pas augmenté et le coût de la vie, lui, a augmenté de 20%».

Les usines sous-traitantes comme Poclair Richier réduisent les horaires, licencient. Les capitalistes de la multinationale préfèrent redistribuer leurs cartes dans le monde au Brésil, en Indonésie, comptant imposer des salaires de misère, à l'aide de la répression fasciste. Mais les travailleurs n'attendent pas que la bourgeoisie organise tranquillement ses mauvais coups et sont prêts à se battre pour défendre leur emploi : la manifestation CGT CFDT de samedi l'a montré et sera suivie d'autres actions.

A Avallon, l'unité ouvriers paysans est possible !  
Corr. Auxerre.

limiter à nos seules forces. Nous ne participons auparavant à aucune action nationale ou mouvement de solidarité. Ça a changé avec le 7 où nous avons manifesté. J'ai la conviction, poursuit-il, que désormais nous nous associerons à toutes ces actions communes qui pourront être envisagées».

Un mois de grève, les discussions menées aux portes des usines, tout cela a amené les grévistes de Peugeot à porter une attention plus grande aux questions politiques de l'heure : «Le coup de Minjoz, le maire, qui a mis les gars de la CTB devant les tribunaux, ça nous a fait sursauter. Si on comprend bien, c'est un avertissement : avec la gauche au pouvoir, les grèves seraient considérées comme gênantes. Attendre les élections en 78 ? D'abord, c'est loin et ensuite, pour ma part, je n'ai pas du tout le sentiment que si Mitterrand ou la gauche viennent au pouvoir, la lutte des ouvriers s'en trouvera facilitée».

J. LEBLOND

# POLITIQUE

## Tension PS-PCF sur la question des municipales

L'approche des élections municipales accroît les tensions entre les partis de l'Union de la gauche sur la question de la composition des listes et de la stratégie au premier tour dans les villes, de moins de trente mille habitants. Le comité directeur du PS s'est penché ce dimanche sur ce problème tandis que lundi l'Humanité réaffirmait les positions du PCF.

Le comité directeur du PS a évoqué «la possibilité de présenter une liste homogène avec les radicaux de gauche» dans le cas où un accord n'est pas possible avec le PCF. Il a examiné le cas des villes où le PS voulait constituer des listes homogènes avec le PCF, sauf pour Laval pour laquelle il demande un complément d'information. Il semble donc que le PS appliquera assez strictement l'accord sur les listes communes, accord qui lui est favorable.

Les conflits entre les deux partis porteront en fait sur le poids relatif de chaque formation dans les listes d'union. L'accord précise que les listes communes seront formées sur la base des consultations électorales intervenues depuis la signature du Programme Commun. Or, depuis 72, le PS a considérablement accru son poids électoral. Quelle élection prendre en considération ? Législative, ou cantonale généralement plus favorable au PS, ceci est source de conflits. Le PC

propose que soit appliquée la moyenne arithmétique des consultations. Le PS par contre, présent dans un plus grand nombre de mairies demande que «chaque formation garde la tête de liste là où elle dirigeait une municipalité où une liste d'union de la gauche n'existait pas en 71». En 71, en effet, de nombreux maires PS ont été élus avec des voix centristes.

Ces exigences du PS sur la composition des listes, sont critiquées par le PCF qui fait remarquer qu'elles ne sont pas conformes à l'accord. Mais il ne s'agit pas d'une relance de la polémique dans les termes de l'an dernier. Le caractère préélectoral de la période ne s'y prête pas. Le PCF annonce qu'il «informera régulièrement la population de l'état des négociations», c'est là le seul moyen de pression qu'il se donne pour contraindre le PS à lâcher un peu de lest. Mais il est vraisemblable qu'il n'obtiendra pas satisfaction pour l'obtention de postes importants dans les conseils municipaux.

## Cinq Corses en grève de la faim depuis le 22 octobre

# UN VÉRITABLE ASSASSINAT POLITIQUE SE DÉROULE À LYON

Depuis le 22 octobre dernier, cinq militants autonomistes corses, Alfonsi, Armani, Capretti, Cipriani et Pantaloni, ont entamé une grève de la faim à la prison Saint-Paul de Lyon, pour obtenir la liberté provisoire.

Devant l'état critique des détenus, le médecin des prisons contactait, le mercredi 3 novembre, le juge Thiney, qui demandait au professeur David de procéder à un contre-examen. Celui-ci confirme que l'état de santé des détenus est incompatible avec la poursuite de leur détention. Le juge Thiney décide alors de remettre en liberté les détenus et en informe le ministère public. Contrevenant à la décision du juge, le procureur de la République, Estrangin, fait appel de la décision du juge et refuse la libération ! Il fait transférer les Corses à l'hôpital Edouard Herriot sous surveillance policière étroite.

Les détenus ayant décidé de s'opposer à ce transfert, c'est un véritable enlèvement policier qui s'est déroulé, en moins d'une demi-heure de la

sortie de la prison Saint-Paul, jusqu'à l'hôpital E. Herriot ! Les détenus sont toujours contre leur avis, transférés à l'hôpital péni-

tencier de l'Anticaille dans un état de déshydratation avancé. Ils ont décidé de poursuivre leur grève jusqu'au bout, une grève particulièrement sévère : en effet, ils refusent d'absorber toute boisson, ce qui est extrêmement dangereux. Une grève de la soif peut entraîner une mort très rapide, après des complications rénales compromettant peut-être définitivement le fonctionnement du rein, atrophie cellulaire au niveau du cerveau, et perte de conscience avec coma. Au cas où ils seraient tombés en coma, les détenus corses ont demandé à leur famille de porter plainte si on procède à une transfusion et ils ont signé une décharge administrative à l'hôpital pour refuser tout soin.

Samedi matin, Mme Armani s'est même vu refuser l'entrée de la prison. Samedi après-midi, trente personnes se sont rendues à la prison pour demander que soit publié un bulletin de santé officiel. Dimanche, le docteur Quillet a recueilli le «testament politique» de Lucien Alfonsi :

«...Je suis décidé à aller jusqu'au bout pour le maintien de la liberté et la progression de nos idées. Je ne pense pas tenir vivant jusqu'au vendredi 12 novembre...»

C'est en effet au 12 novembre qu'Estrangin a repoussé sa décision définitive. Pendant ce temps, les grévistes de la faim corses voient leurs forces s'affaiblir de jour en jour...

Un groupe d'une cinquantaine de personnes s'est ensuite rendu à l'hôpital dans le but de remettre une motion aux prisonniers corses demandant la publication par l'administration pénitentiaire d'un bulletin de santé. Malgré la présence de nombreux flics, un drapeau corse a pu être hissé. Des militants corses emprisonnés ont fait entendre leur voix à ceux qui les soutenaient de l'extérieur. Hier soir une réunion du comité de soutien se tenait pour envisager la mobilisation à tenir.

La détention des Corses à Lyon depuis leur arrestation, consécutive à l'incendie du Boeing sur l'aéroport d'Ajaccio, leur dossier est resté strictement vide. La loi anticasseurs n'a même pas été appliquée, mais le résultat est identique !

C'est un véritable assassinat politique qui se déroule aujourd'hui à Lyon, assassinat de militants politiques, sur la simple base de leurs idées, aucun fait n'ayant pu être retenu contre eux ! Cette procédure extrêmement dangereuse mise en œuvre par la bourgeoisie contre les autonomistes corses ne doit pas nous laisser indifférents. Elle met en cause gravement la liberté d'expression politique dans notre pays.

Ainsi, c'est avec force que nous exigeons la libération immédiate des militants corses emprisonnés à Lyon !



# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## VOICI CE QU'A DECLARE LA SOEUR DE RENEE BOUDOURESQUE DEVANT L'HOPITAL DE NICE

Suite de la p. 1

Une comparaison indécente est fait par Monsieur Haby entre moi et ma sœur. Je suis indignée. Nous avons vécu toutes les deux la même situation désespérée des bouche-trous de l'éducation nationale, la même angoisse. Comme elle, j'ai réussi au concours des IPES. Comme elle, j'ai ma licence d'enseignement. Comme elle, j'ai attendu des suppléances, malgré le contrat qui me lie pour dix ans avec l'Etat. Renée n'a reçu aucune mention d'incompétence après sa formation à l'IPES. Lors des rapports d'inspection non plus. Elle a alors assuré, depuis 1971 des suppléances, conformément à son contrat d'IPES et n'a obtenu qu'un seul poste à l'année depuis lors. Sa note d'inspection, qui a été men-

tionnée outrageusement et a été accordée le six janvier 76 seulement pour un remplacement au pied levé de quelques semaines. Ni ma sœur, ni moi ne sommes des cas particuliers. Des milliers de maîtres auxiliaires en France sont dans des situations désespérées. Ils ne le sont pas par incompétence. D'autre part ceux qui sont en poste ne sont pas assurés de l'avenir de leur emploi. Par expérience, le système de l'auxiliaire nous apparaît comme une monstruosité. Il a brisé moralement ma sœur à petit feu en cinq ans. Accepterons-nous qu'il y ait de nouvelles victimes ? Ma famille a confié au SNES, notre syndicat, le soin de rétablir point par point la vérité sur tout ce que l'on a osé prétendre».

## HIER, OBSÈQUES DE RENÉE BOUDOURESQUE

Suite de la p. 1

D'autre part, on a appris qu'à Nice, une autre fille s'était suicidée, en se jetant d'un dixième étage, parce qu'elle n'avait pas trouvé de travail depuis la rentrée, alors qu'elle s'était faite embauchée pour l'été. Enfin le rectorat de Nice, qui tient à se distinguer jusqu'au bout par sa bassesse, avait donné des instructions très strictes aux chefs d'établissements, pour qu'ils ne donnent pas de congé aux enseignants qui voulaient se rendre à l'enterrement.

Dans une déclaration faite hier matin, Haby prétend «qu'il n'y a que deux mille maîtres auxiliaires qui n'ont pas retrouvé de poste cette année». Or, plusieurs semaines après la rentrée, le

SGEN, par une enquête auprès de ses adhérents avait dénombré au moins dix mille postes non pourvus alors qu'ils étaient occupés l'année dernière par des maîtres auxiliaires. Il serait surprenant que huit mille postes aient brusquement été pourvus. D'autre part, Haby a eu l'affront d'affirmer que la situation de ces maîtres auxiliaires «n'était pas si noire qu'on voulait bien le dire», en prétendant qu'ils n'étaient pas sans ressources, et qu'on ne pouvait les considérer comme chômeurs, puisqu'ils étaient susceptibles de faire des remplacements. Outre que cette déclaration est particulièrement révoltante après la mort de Renée Boudouresque, qui ne disposait d'aucune ressource, c'est une

contre vérité flagrante : les MA sans poste sont bel et bien des chômeurs, avec cette particularité que la possibilité de faire un remplacement de huit jours dans l'année ne leur donne pas le droit au titre de chômeur.

« Une jeune institutrice remplaçante de vingt ans s'est suicidée par le feu, à Nice. Sans qu'il soit possible de savoir la raison de son acte, une chose intriguante : le silence et la gêne du rectorat de Nice sur ce suicide : aucune information n'est donnée.

« Depuis dimanche, un navire de recherche pétrolière en mer travaille sur l'épave du Bolhen. Un groupe de plongeurs est descendu sur l'épave et tente de fermer les brèches des soutes du bateau, le pompage du pétrole paraissant impossible à réaliser. Le pétrole s'échappe toujours, à raison de dix tonnes par jour, et se répand toujours sur les côtes de Finistère.

## INTERNATIONAL

## LA «LUTTE POUR LA PAIX» SELON LES NOUVEAUX TSARS

Dimanche à Moscou, la fête nationale a été marquée par un défilé militaire assez court (quarante minutes), et peu fourni en armements : pas de véhicules à chenilles, pas de missiles lourds, par d'armes nouvelles. Il est probable qu'au moment où un nombre grandissant de pays dénoncent la politique agressive et menaçante du régime de Brejnev, au moment où l'URSS veut arracher à l'impérialisme US de nouvelles concessions à l'occasion des négociations SALT sur le désarmement, les dirigeants soviétiques n'ont pas intérêt à trop faire étalage de leurs forces. Plus que jamais, ils font patte de velours pour masquer leurs préparatifs de guerre.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le discours d'Oustinov, ministre de la défense, qui a déclaré notamment :

*«Avec les pays frères du socialisme et avec l'ensemble des forces prises de paix, l'URSS milite pour un nouveau développement du processus de détente internationale... Mais on ne*

On voit la logique de cette argumentation : justifier les préparatifs de guerre par le souci de la paix, au nom de la défense du pays. Mais les dirigeants révisionnistes ont une singulière conception de la défense de l'URSS puisque, au lieu d'avoir une flotte littorale comme du temps de Staline, ils ont une flotte

Asie du Sud-Est. En ce qui concerne la course aux armements, ils font tout pour l'accélérer et la généraliser, en particulier en Afrique où ils jouent pleinement leur rôle de marchands de canons en jouant sur les tensions entre différents pays et en s'infiltrant dans les mouvements de libération, tandis qu'en Europe ils massent aux frontières du pacte de Varsovie des forces et des armements supérieurs à ceux de l'OTAN. Les nouveaux tsars camouflent la prodigieuse augmentation de leurs dépenses militaires en les classant dans le budget sous les chapitres de la recherche scientifique et de l'industrie lourde.

Le message du P«C»F, envoyé à l'occasion de



doit pas oublier que l'impérialisme n'a pas renoncé à ses intentions agressives. Les partisans d'aventures militaires se dressent contre la solution des problèmes actuels de la sécurité, accélèrent la course aux armements. Dans ces conditions, le gouvernement soviétique est contraint d'accorder des soins constants au renforcement des capacités de défense du pays, au perfectionnement de ses forces armées».

impérialiste qui sillonne toutes les mers du monde, ils situent leurs lignes de défense en Mer du Nord, en englobant la Norvège dans leur dispositif militaire, dans l'Océan Indien et en Méditerranée : c'est au nom de cette «défense» au sens large qu'ils menacent tous les pays du monde et sont prêts à intervenir contre eux, de la même façon que l'impérialisme US prétend défendre sa «sécurité» en Amérique Latine et en

cette fête, et où il est dit que «l'Union soviétique prend en faveur de la détente, et de la coexistence pacifique des initiatives répétées, importantes et fructueuses» montre bien que les révisionnistes français, malgré la querelle sur les «libertés» continuent à soutenir le social-impérialisme sur l'essentiel : sa politique de «détente» qui vise à endormir la vigilance des peuples à l'égard de sa politique impérialiste.

## DEUX PATRIOTES IRANIENS TOUJOURS DÉTENUS

Les étudiants iraniens, Mohamed Reza Takbiri et Nader Oskoui, qui ont été arrêtés à Paris à la suite de l'attentat manqué contre l'agent de la Savak (police politique du Chah) en France, sont toujours détenus à la Santé. Selon leur avocat, maître Mignard, leur moral est bon. Mais on est très inquiet sur le sort des quatre autres Iraniens que la police française a expulsés alors que leur témoignage innocentait totalement leurs deux camarades. Les avocats de ces derniers ont publié à ce propos le communiqué suivant : «MM. Oskouri et Takbiri n'ont cessé, dès l'instant de leur interpellation, de protester de leur innocence. Il est inadmissible que la police française ait procédé le 5 novembre à l'expulsion des principaux témoins à

décharge, parmi lesquels se trouve la femme de M. Oskoui... Pour que M. Oskoui et Takbiri ne se retrouvent pas, comme trop souvent, seuls face à un policier qui les accuse, leurs défenseurs exigent le retour en France pour audition judiciaire, des étrangers impliqués dans cette affaire. Ils l'ont demandé à M. le ministre de l'Intérieur, à M. Barbaroux, Procureur de la République à Paris, et à M. Floch, juge d'instruction.

Les 4 expulsés ont été refoulés par les autorités de RFA, vers la Suède. Lundi soir de fortes présomptions pesaient, selon lesquelles 3 d'entre eux auraient été appréhendés à la frontière suédoise. Leurs avocats ont aussitôt envoyé un télégramme dans lequel ils affirment leur conviction de leur innocence.

Quant aux deux patriotes écroués, ils ont durant leurs 48 heures d'interrogatoire, été maltraités par la police, souvent battus, presque pas nourris, et empêchés de dormir. Leurs avocats les verront aujourd'hui pour la première fois. On apprendait lundi que les parents d'Oskoui seraient partis de chez eux pour se rendre en France, mais ils n'étaient pas encore arrivés lundi soir.

Les «Brigades internationales», qui revendiquent l'attentat, ont fait parvenir samedi, un communiqué à l'agence France Presse dans lequel ils précisent que la balle qui a blessé le brigadier Cocher a été tirée avec la même arme que lors des deux opérations précédentes. Ils affirment que les deux Iraniens inculpés sont totalement étrangers à cette opération.

## CARTER CONTRE LES PEUPLES D'EUROPE, PAS DE CHANGEMENT !

Dans une interview à un journal italien, Carter a repris, avec une formulation légèrement différente les pressions de Kissinger et de l'ambassadeur américain au moment des élections italiennes contre tout changement politique, en particulier contre l'arrivée des révisionnistes au pouvoir. Il a déclaré : «Les Italiens ne peuvent pas s'attendre à des aides continues de la part

des Etats-Unis tout en faisant virer la barque politique de la péninsule à gauche. Nous ne pouvons ni ne voulons dire aux Italiens comment voter, mais nous pouvons cependant leur rappeler qu'alliance signifie analogie de vues, aussi bien sur le plan international qu'en ce qui concerne la vision future de nos deux pays».

Il se confirme donc qu'après les réponses floues, évasives et contradictoires de la campagne électorale, Carter reflète bien les choix fondamentaux de l'impérialisme américain à l'heure actuelle : laisser le champ libre au social-impérialisme dans sa zone d'influence, exercer une domination de plus en plus contraignante sur les peuples d'Europe.

## Nouvelles d'Espagne

Le courant d'oppositions au révisionnisme, qui s'était manifesté lors de l'assemblée générale des commissions ouvrières de l'été dernier, a réuni une assemblée de 800 personnes dimanche en Espagne.

Juan Domingo Linde, leader syndical licencié de Motor Iberica de Barcelone et membre de la commission permanente élue à cette occasion nous communique que l'assemblée a décidé d'impulser la création de «syndicat unitaire» et à nommé un organe provisoire chargé de leur coordination, de la direction des luttes et de la préparation du congrès constitutif d'un syndicat de type nouveau. Cette décision implique la rupture avec l'actuelle «confédération syndicales des commissions ouvrières», dirigée par les révisionnistes. Pour ce courant, il s'agit d'assurer la continuité des principes fondamentaux des commissions ouvrières liquidés dans les faits par la direction révisionniste. Selon ce camarade, l'organisation syndicale qui se constitue, peut d'ores et déjà compter sur l'appui de nombreux travailleurs et de syndicats déjà constitués.

● Un décret loi de Juan Carlos vient d'abolir un décret loi franquiste qui qualifiait de «traîtres à la patrie» les provinces de Biscaye et de Guipuzcoa. Mais les forces de répression sont toujours là et doivent même être renforcées par de la police armée.

● A Madrid, les 3 et 4 novembre, l'état-major de l'armée de terre française a rencontré l'état major de l'armée espagnole pour étudier des activités conjointes pour 77.

● Par ailleurs, des fascistes se réclamant du «6<sup>e</sup> commando Adolf-Hitler» ont incendié la librairie Rafael Alberti de Madrid.

● Les ouvriers du bâtiment de Biscaye (Pays Basque) continuent la grève depuis 28 jours, ils ont été rejoints par leurs camarades de Guipuzcoa (la région de San Sebastian) le 3 novembre. Au total ce mouvement mobilise 120.000 travailleurs.

directive de poursuivre prioritairement les groupes situés à la gauche du PCE.

● Les 11 militants du PTE arrêtés la semaine dernière à Saragosse ont été transférés en prison et mis à la disposition de l'appareil judiciaire fasciste, accusés d'association illégale. Une circulaire ministérielle récemment publiée donne à la police la

## Zimbabwe : soutien des pays de première ligne réaffirmé

Alors que les négociations continuent à Genève où Carter vient d'envoyer un de ses conseillers pour assurer la continuité de la politique de Kissinger, politique d'ingérence et de sauvetage du régime raciste, les dirigeants des pays de première ligne se sont rencontrés à Dar Es Salam en Tanzanie. Ils ont violemment condamné l'agression des racistes rhodésiens au Mozambique, et ont réaffirmé leur soutien à la lutte de libération du peuple du Zimbabwe.

## Thaïlande : développement de la lutte armée

Depuis le coup d'Etat fasciste, la lutte de libération armée connaît un développement considérable : de plus en plus nombreux sont les militants de l'ancienne opposition démocratique qui répondent à l'appel du parti communiste thaïlandais et rejoignent la guerre de guérilla qu'il dirige dans les campagnes. Les dirigeants du mouvement étudiant réprimé et interdit par les fascistes ont pris la parole à la radio du P.C.T. et ont appelé leurs camarades à les rejoindre. Ils ont déclaré : «Nous avons tiré la conclusion sans équivoque que, puisque l'ennemi a des armes, nous devons en avoir. Notre peuple doit aussi avoir ses forces armées révolutionnaires pour renverser le pouvoir réactionnaire».

● VAGUE DE GRÈVE EN PALESTINE OCCUPÉE : A la suite des hausses de tous les prix de produits de première nécessité des grèves nombreuses sont organisées dans toute la Palestine occupée. Les ports de Haïfa, Ashod et Ellat sont paralysés par une grève des marins. Toutes les branches de l'économie sont frappées par des grèves, depuis le début du week-end.

## INTERNATIONAL

7<sup>e</sup> CONGRES DU PARTI  
DU TRAVAIL D'ALBANIE

Notre démocratie  
socialiste  
est une démocratie  
pour le peuple,  
pour les masses  
travailleuses  
et seulement pour elles

Le projet de constitution est un vivant reflet de la démocratie et de l'humanisme socialiste authentique. C'est une confirmation des leçons du marxisme-léninisme selon lesquelles la dictature du prolétariat est indissociable de la plus large, la plus profonde et la plus complète démocratie pour les travailleurs, assurer une large démocratie socialiste constitue une condition fondamentale de la sauvegarde et du raffermissement de la dictature du prolétariat, de même que celle-ci constitue la condition indispensable et décisive de l'existence d'une démocratie véritable pour les travailleurs.

La structure et le fonctionnement de tout le mécanisme étatique et socialiste chez nous, a souligné le camarade Enver Hodja, sont régis par le principe du centralisme démocratique, qui consiste fondamentalement dans la direction centralisée de toute la vie du pays par la classe ouvrière, à travers son parti et son Etat prolétarien dans une judicieuse coordination de la direction centralisée avec l'initiative créatrice des organes locaux et des masses travailleuses, incarnant parfaitement ce grand principe marxiste-léniniste, le projet de constitution s'oppose à toutes les conceptions et pratiques anti-marxistes des révisionnistes, aussi bien à celles de nature libérale-anarchiste, qui nient le centralisme prolétarien, qu'à celles de nature centraliste-bureaucratique, qui écartent les masses travailleuses de la participation à l'administration du pays.

Dans l'Albanie socialiste le droit au travail, le droit à l'instruction et à l'assistance médicale gratuites, les pensions de retraite, la liberté de parole, de presse et d'organisation, sont assurés par la loi à tous les travailleurs et leur sont garantis dans la pratique. Il leur est assuré une entière égalité devant la loi, et aucune restriction ni aucun privilège pour des raisons de sexe, de race, de nationalité, de niveau d'instruction, de situation sociale ou matérielle, etc. ne sont admis quant à leurs droits et à leurs devoirs. L'une des grandes réalisations de l'œuvre historique du parti et du pouvoir populaire est l'émancipation de la femme albanaise et son en-

tière égalité avec l'homme, quant au travail et au salaire, dans tous les domaines de la vie. Toutes ces conquêtes colossales, politiques et sociales, réalisées par notre parti et par notre peuple se



voient accorder une place importante dans la nouvelle constitution.

Notre réalité, notre démocratie socialiste, rejettent toutes les calomnies des idéologues bourgeois

et révisionnistes qui accusent l'ordre socialiste de manquer de démocratie. La liberté et la démocratie chez nous ne sont liberté et démocratie que pour les larges masses travailleuses, elles n'existent ni ne sauraient exister pour les ennemis de la classe ouvrière et du peuple, pour ceux qui voudraient saper le pouvoir prolétarien et l'ordre socialiste, comme aimeraient le faire la bourgeoisie et les traîtres révisionnistes. Notre parti et notre dictature du prolétariat, en pleine conformité avec les enseignements du marxisme-léninisme, n'ont permis ni ne permettront jamais cette espèce de démocratie. Notre démocratie socialiste est une démocratie véritable pour le peuple, pour les masses travailleuses et seulement pour elles.

## LIBAN

LE PRÉSIDENT SARKIS ANNONCE  
LE DÉPLOIEMENT DE LA FORCE ARABE  
AU SUD C'EST LA GUERRE

Le premier discours télévisé du président Sarkis depuis son élection a été consacré à la mise en place de la force de paix arabe, dont il a affirmé qu'elle se trouvait directement sous ses ordres. Il a appelé le peuple libanais à accueillir à bras ouvert cette force de paix.

Les habitants de la Bekaa devront-ils s'accommoder de l'occupation syrienne qui dure depuis le mois de juin, sous le prétexte que ces troupes ont repeint en blanc leurs casques et mis une bande blanche sur leurs blindés qui sont les signes de la force de paix arabe ? En effet, l'un des problèmes essentiels de cette force est qu'elle est largement composée de troupes syriennes, celles-là même qui ont envahi le Liban, en juin, puis en octobre.

La mise en place de la force de paix arabe est présentée comme l'espoir qu'il soit mis fin à dix-neuf mois de guerre, très sanglante. Mais quelle paix ? L'origine même de la guerre au Liban est dans la tentative des fascistes et de la bourgeoisie libanaise d'imposer la «neutralité» au Liban, face à Israël, dans le refus de ceux-ci de défendre les masses libanaises victimes d'agressions sionistes permanentes au Sud Liban et des raids sionistes jusque dans Beyrouth.

Aujourd'hui la force de paix arabe est entièrement concentrée au Nord de la rivière Litani, dont Israël a fait une frontière pour l'action des forces arabes. Dans cette région Israël a installé une force fasciste, qu'il a équipée et qu'il dirige. La patrouille

israélienne franchissent régulièrement la frontière du Liban, des troupes sionistes ont tenté d'envahir plusieurs villages. Seuls le mouvement national libanais et les forces palestiniennes ont résisté et résistent à ces tentatives.

LES PALESTINIENS  
DECIMENT UNE  
PATROUILLE SIONISTE

L'agence palestinienne Wafa a dénoncé l'agression des navires sionistes contre une vedette palestinienne qui empêchait des navires fascistes d'arriver à Saïda. La veille des canonnières israéliennes avaient intercepté le cargo Minerva qui transportait de la farine à Saïda. Mais l'agression plus

grave a été l'attaque lancée contre des vedettes de Palestiniens, l'une des vedettes a été coulée et l'autre gravement endommagée a été transportée à Haïfa, où 11 hommes ont été jetés en prison.

Ainsi tandis que s'installe une sorte de paix au Nord, au Sud-Liban c'est la guerre. Sur terre et sur mer. Dans la région de Rmaich Ain Ebel, les combattants palestiniens ont attaqué une patrouille israélienne. Un hélicoptère israélien est venu après le combat relever les morts et les blessés, tandis que les forces fascistes bombardaient les positions palestiniennes et patriotiques pour les empêcher d'intervenir.

Tant que se poursuit l'agression sioniste au Sud, il ne peut y avoir de paix au Nord, sinon la capitulation des forces arabes devant Israël. Mais dans le Sud même les patriotes libanais refusent de capituler, les combattants palestiniens participent à la lutte de leur côté. Comment les combattants palestiniens pourraient-ils accepter de capituler devant l'agression sioniste quand le peuple palestinien se soulève depuis un an dans les territoires occupés ?

Le harcèlement  
des jeunes Arabes  
par la police israélienneHISTOIRE  
DE  
TAMIM

Tamim est un jeune homme du village de Tirah (Palestine). Bachelier, il s'est inscrit à l'Institut de Technologie de Haïfa et travaille pendant la journée pour pouvoir étudier la nuit. Le 18.8.76, il était arrêté, ainsi que deux amis, à proximité du bâtiment du «Shalom Department». Il a raconté ce qui suit, à propos de cette arrestation, des interrogatoires et des traitements subis :

«Il était quatre heures de l'après-midi, et je me trouvais avec deux amis arabes à Tel-Aviv. Tout à coup, un homme en civil, qui s'est présenté comme officier de la «sécurité» s'est dressé devant nous et nous a demandé nos papiers d'identité. Un de mes amis et moi-même ne les avons pas sur nous. On nous a emmenés au commissariat de Tel-Aviv. Là, on nous a questionnés sur notre identité et nous avons donné les numéros de nos cartes, dont nous nous souvenions. La police a pris contact avec le poste de Kefar-Saba, qui a confirmé nos dires.

Au lieu de nous relâcher — puisque notre identité avait été vérifiée — on nous a transférés dans une voiture de police au commissariat de Kefar-Saba, où les policiers ont prétendu qu'ils me reconnaissaient comme ayant participé à la «Journée de la terre» (le 30 mars 76). L'officier chargé des interrogatoires a dit alors à ceux qui nous avaient amenés : «Laissez-les, je vais m'occuper d'eux !»

Il a commencé par faire un long discours sur la «Journée de la terre», disant que les Arabes, et spécialement les communistes, cherchent à défier l'Etat, que ce sont des lâches, qu'ils ne savent que «jeter des pierres», et méritent d'être chassés du pays.

Nous avons été transférés tous les trois au commissariat de Kefar-Saba à la prison de Ramlah. Là, les policiers nous ont dit : «Nous avons entendu dire

que vous faisiez partie d'une organisation, et que vous étiez en train de comploter en regardant l'immeuble de Shalom Department Shore». On nous a interrogés séparément et comme nous nions leurs allégations stupides, nous avons été frappés brutalement.

Puis on nous a mis dans des cellules séparées. J'ai été enfermé dans une pièce vide, où une voix, par haut-parleur, s'est adressée à moi : «Je vous vois et vous entendez très bien. Vous pouvez parler librement. Vos amis ne sont pas ici». La voix a demandé : «Avez-vous tenté de comploter et de recruter pour votre organisation ?» J'ai répondu négativement, et assuré que j'avais rencontré mes amis par hasard, sur le route de l'Ecole. Il a alors menacé : «Si vous ne parlez pas, nous vous y forçons». Alors deux hommes en civil sont entrés dans la pièce et, sans un mot, ont commencé à me frapper. La voix a menacé à nouveau : «Nous pouvons facilement vous emprisonner à vie...» Ensuite, j'ai été introduit dans la pièce où se tenait l'homme du haut-parleur qui m'a dit : «Vos amis ont reconnu qu'ils font partie du Front populaire, et qu'ils vous en ont parlé... Ne craignez rien, il ne vous arrivera rien si vous avouez. Mais si vous ne le faites pas, nous vous garderons toute la nuit». Puis il a lu une liste d'accusations que j'aurais reconnues et m'a demandé de signer. Comme je refusai, je fus transféré dans la prison, où j'ai passé le reste de la nuit.

● RFA : ENCORE DES  
MANIFESTATIONS NA-  
ZIES :

Une nouvelle manifestation nazie s'est tenue dimanche à Mannheim, avec la participation de Rudel, d'Argout, de Duprat et celle d'anciens membres de la division Azul. Environ huit cent personnes étaient là, certaines vêtues de chemises noires et portaient des insignes hitlériens. La réunion, qui avait été d'abord interdite par la municipalité, mais autorisée en appel par la cour fédérale de Karlsruhe, s'est prolongée pendant près de six heures.

Le lendemain matin, Tamim et les deux autres jeunes gens se sont revus dans le car qui les emmenait à Kefar-Saba. Ils ont appris alors qu'ils avaient été traités tous les trois de la même façon, et que tous trois avaient refusé de reconnaître ce dont on les accusait. Finalement, au commissariat, on les a fouillés, on a confisqué tous les objets qu'ils avaient dans leur serviette. Puis on les adressés au quartier général de la police de Tel Aviv avec l'inculpation officielle : «... ont volé». Sans doute les choses qui leur appartenaient...?

## DANS NOTRE COURRIER

# front rouge

ORGANE CENTRAL  
du  
PARTI  
COMMUNISTE  
RÉVOLUTIONNAIRE  
marxiste-léniniste  
Novembre 1976  
N° 10 5 F



## FRONT ROUGE VIENT DE PARAÎTRE

Passez vos commandes à Front Rouge  
B.P. 68 75019 Paris

## UNE JEUNE OUVRIÈRE AU CHÔMAGE

Tout d'abord, je dois préciser que j'hésitais à faire ce récit, car, je risquais de me faire licencier. Mais comme je viens d'être mise à la porte, je peux dire tout ce qui s'y passe.

Je travaillais chez Neckermann qui est une grosse boîte de ventes par correspondance. J'ai été embauchée le 22 juillet en tant qu'ouvrière au service Retour. J'ai été engagée sous contrat renouvelable tous les deux mois. Ce contrat est vraiment une honte. Le patron peut licencier son personnel comme il le désire, sans donner aucune raison : il dira seulement que le contrat ne peut être renouvelé, qu'il n'y a pas de travail, ou encore que le catalogue ne marche pas, etc... C'est-à-dire qu'il peut faire ce qu'il veut avec ses employés.

A mon avis, le chef avait peur de ce qui aurait pu se passer si j'avais essayé de changer quelque chose. Pour garder sa place chez Neckermann, il faut faire tout ce que le chef vous dit. C'est-à-dire faire un boulot d'esclave, de boniche sans jamais prononcer une seule parole, sans jamais essayer de dénoncer ce qui est injuste. Alors là, on est bien vu, là on peut être sûr de ne pas perdre sa place.

Depuis quinze jours, une ouvrière chargée de faire le dépouillement, est malade et le chef m'a désignée pour la remplacer. Son boulot est vraiment très dur. Il faut ouvrir tous les colis que la poste apporte pour que les employées au service Retour prennent les articles et travaillent les factures. Il faut toujours être attentive et aller très vite car la bande doit toujours être pleine. C'est vraiment de l'esclavage, car ce travail est très fatiguant. J'ai néanmoins remplacé cette ouvrière absente sans rien dire. Puis, après une semaine, j'ai dit que j'étais crevée et qu'on devrait

mettre quelqu'un avec moi pour m'aider sinon je ne pourrais pas continuer ce travail trop épuisant. A la suite d'une polio, je suis handicapée de la jambe droite et de la colonne vertébrale (...)

Vendredi dernier, le chef vient me dire que malheureusement mon contrat ne pourrait être renouvelé, qu'il me le disait une semaine à l'avance pour que j'ai le temps de me trouver un autre boulot! (...)

Dans cette entreprise, une de plus ou une de moins, ça ne change pas grand chose pour le patron. Là, nous nous rendons vraiment compte que nous ne sommes que de simples bouche-trous pour le patron.

Je pourrai encore citer bien d'autres exemples d'injustices et d'exploitation que les ouvrières subissent chez Neckermann :

Plusieurs ouvrières en arrêt de maladie ou en accident de travail ont reçu des lettres d'avertissement leur reprochant de

s'absenter trop longtemps «sans être excusées».

- Le patron a licencié une jeune femme quand il a appris qu'elle était enceinte.

- Le patron a considérablement augmenté le rendement : il y a six mois, on devait ouvrir 180 à 200 colis par jour et aujourd'hui, il faut en ouvrir 240 par jour.

- Dans certains services, on force le personnel à faire des heures supplémentaires : à deux femmes en particulier, qui devaient récupérer leurs enfants chez les nourrices à 16 H et qui par conséquent ne pouvaient pas faire d'heures supplémentaires, il a été répondu que la boîte «se fichait de leurs gosses et n'en avait rien à faire».

Et l'on pourrait multiplier ainsi ces exemples.

Maintenant, je me trouve au chômage, comme avant.

Tout ce que vous pouvez me souhaiter, c'est que je retrouve rapidement un autre boulot.

Une jeune ouvrière licenciée - Strasbourg

## 2 chansons de jeunes

Ci-joint deux textes de chansons écrites par des jeunes, élèves de CET et apprentis du Loiret. Ces textes m'ont été transmis par des élèves de mon CET, membres du MRJC (Mouvement Rural des Jeunesses Catholiques).  
Salutations communistes.

Correspondant Gien

### La chanson des C.E.T.

Ecoutez cette histoire  
Qu'on va vous raconter  
Bientôt vous allez voir  
Comme on nous a traités  
Avant même de rentrer  
Dans c'tout C.E.T.

Nous étions divisés  
Et bien sélectionnés.

A l'entrée en sixième  
On est laissé de côté.  
Personne ne nous aime  
On sait pas travailler  
C'est une accusation  
Qu'on peut pas accepter.

C'est nous les transitions  
les futurs C.E.T.

Ces messieurs du lycée  
Ne veulent pas nous regarder  
Ta lime et ton ciseau  
Ta machine, ta sténo,  
Pour ne pas être vidés,  
Tu dois bien bouloter.

C'est nous les C.E.T.  
Les futurs ouvriers.

Le mur est bien solide  
Il faut le démonter  
Ça n'est pas rapide  
Venez tous nous aider  
On a besoin de vous  
Pour bien arriver.

Tout s'aggrave beaucoup  
Pour l'état du quartier.

### La belle vie d'apprentis

Sur l'air de «Le Travail, c'est la santé»  
Refran  
Ah ! Quelle chance d'être apprenti !  
C'est vraiment la belle vie !  
Si on s'tue à travailler,  
C'est pour rien gagner.

1. Moi, je veux être mécanicien  
Je tonds le gazon chaque matin  
Je voudrais connaître mon métier  
Quand est-ce qu'il faudra travailler ?

2. Pour être un jour un bon plombier  
Faut grimper dans les cerisiers !  
Toi, tu veux être électricien  
Tu vas faire pisser le chien !

3. Si tu veux être charcutier  
Fais sauter dix heures ton sémame  
Au bout d'un an de ce voyage  
Va en usine... te reposer.

4. Nous les vendeuses en boulangerie,  
Aux cours on fait de l'économie  
Mais à la maison, c'est le ménage,  
On garde des gosses qui sont pas sages

5. Pour compléter l'apprentissage,  
Au cours il faut être bien sage,  
Sinon, on te fera copier  
Trent fois l'engagement en entier.

6. Monsieur l'inspecteur des Métiers  
Vient parfois pour nous emmerder  
Au lieu d'attendre nos intérêts  
Il s'contente de nous engager.

7. Les apprentis, c'est des lâches,  
L'inspecteur nous l'a déclaré  
Y avait les piqueurs du clocher,  
Tout ça peut se faire remarquer !

8. Mais ça n'a pas toujours duré,  
On va pas s'lasser d'espérer  
Les apprentis du Centre l'ont appris  
L'année dernière tout ça j'espère !

## LA MÉDECINE DU PROFIT

Les conditions du décès de mon père à l'hôpital ne sont pas banales et je voudrais vous les faire connaître.

Mon père, atteint d'une tumeur cancéreuse au cerveau, a été opéré en décembre 74 et les médecins avaient estimé la durée de sa survie entre 6 et 18 mois. Début mai 75, donc 5 mois plus tard, mon père inquiet par des maux de tête, retournait voir le médecin qui l'avait suivi. Réponse du médecin : «tout va bien, rien de plus normal que quelques maux de tête après une telle opération». De mon côté, voulant en savoir davantage, je me rends à l'hôpital et obtiens, après des palabres et des heures d'attente, un rendez-vous avec ce médecin. Monsieur le professeur, visiblement dérangé par ma visite, me reçoit froidement, trônant, superbe, au milieu d'un groupe d'internes béats. Il daigne répondre à mes questions, m'apprend que la tumeur évolue normalement et qu'elle nous laisse encore au moins trois mois de répit. Faisant observer l'état de lassitude de mon père, le peu de goût qu'il avait à son travail, je me risquai à demander pour lui un congé de maladie (...).

Mais la «politique» étant de réinsérer le plus rapidement possible et de maintenir le plus longtemps possible les malades dans le monde du travail, je me heurte à un refus catégorique du mondain qui me répond, en toisant mes jeans et mes cheveux longs d'un air écarqué, «que je n'ai sans doute pas la même

conception du travail que mon père...».

Le lendemain, mon père était transporté d'urgence à l'hôpital et devait y mourir la semaine suivante. Pourquoi ? Que s'est-il passé ? Une tumeur foudroyante me dira-t-on. Peut-être, mais comment vraiment le croire, alors que, après ce qui m'avait été dit la veille, le chirurgien envisageait encore d'opérer mon père deux jours avant sa mort, que son état allait s'améliorer (...).

Ce jour-là, impossible de voir quiconque dans le service, tout le monde était pressé... Angoissé de voir mon père en mauvais état (il était en fait dans le coma) j'interroge l'infirmière qui bafouille d'un air incroyablement gêné qu'elle ne sait pas... mais que c'est inquiétant. Je frappe à toutes les portes, déniche le chirurgien qui m'assure d'un ton laconique «que bien que l'état somnolent de mon père soit inquiétant, rien n'est perdu». Deux heures plus tard on transporte mon père de la salle commune où il était, dans le service de réanimation (...).

J'attends anxieux, devant la salle de réanimation et je vois passer le chirurgien qui s'en va d'un pas tranquille. Ce qui se passe, il ne sait pas, mais il va quand même faire une ponction. Cinq minutes plus tard, il m'annonce le résultat de la ponction (...), «il n'y a plus rien à faire, n'insistez plus». Je ne savais pas que les analyses pouvaient se faire dans des délais aussi rapides !

Et voilà, la mascarade s'achevait avec ce final ahurissant, une ponction inutile sur un agonisant pour enlever tout soupçon à la famille... Bien sûr, mon père n'a pas souffert, bien sûr, il était condamné (...), mais je ne saurais jamais si je n'ai pas demandé l'autopsie par égard pour ma mère et parce que j'ai pensé que l'on ne me donnerait que le résultat que l'on voudrait si mon père n'a pas été une victime.

Peut-être vous intéressera-t-il de savoir que cela s'est passé à l'hôpital Pitié Salpêtrière. (...)

Paris



# DANS NOTRE COURRIER

**2<sup>e</sup> Festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés en France**  
**31 octobre - 15 novembre 1976**  
**ASNIERES-BOIS-COLOMBES**

12 NOVEMBRE - 19 h - 23 h Film «O Salto» sur l'immigration clandestine portugaise  
 Petit théâtre (C.A.S) Le chanteur algérien Didène Tiemcani  
 16 place de l'Hôtel de Ville Asnières

13 NOVEMBRE - 19 h - 23 h Le théâtre Tempo du Mulhouse présente :  
 Centre de rencontres «Matarum um emigrante»  
 72 rue Victore Hugo «Ils ont tué un immigré»  
 Bois-Colombes Groupe de musique Mass Devia

**PARIS 20<sup>e</sup>**

9 novembre - Cinéma Ménéil'Palace. Métro Ménéilmontant  
 20 h 30 - **Rempart d'argile**. Film de J.L Bertucelli.  
 Soirée sur l'impérialisme - La Palestine

13 novembre - Théâtre Ménéilmontant - 15, rue du Retrait

14 h 30 - Les comédiens immigrés de Grenoble présentent : **La Charette**. Pièce jouée en français et arabe  
 16 h - Musique avec des groupes du quartier  
 17 h 30 - Film : **La fin du dialogue**

8 au 14 novembre - Animation de rue sur le thème : **Les enfants de travailleurs immigrés, la culture et l'école**

**LYON**

10 novembre - 10, rue Lanterne (près des Terreaux)  
 20 h - Soirée musicale Maghrébine  
 Restauration - Bar.

## Non à la répression exercée contre les handicapés

Quelles sont les réalisations de notre municipalité (PS) d'Aix en Provence (dans les Bouches du Rhône) concernant les problèmes qui touchent les handicapés civils du travail, de notre ville et ses environs ? Rien de réel et de concret, si ce n'est totalement se moquer de nous et nous classer hors de la société !

Pour ceux démunis totalement de ressources avec leurs trop faibles revenus, l'hospitalisation dans le vieil Hôpital Municipal, dans des salles pourries et avec des soins qui laissent à désirer, ou bien des hospices, les attendent ! Les autres sont logés dans des appartements HLM municipaux (en étages tel que dans le quartier de la ZUP) sans possibilités de pouvoir sortir.

Les bus desservant les lignes de la ville, sont totalement démunis de moyens pouvant permettre à un handicapé moteur d'avoir accès à celui-ci. Aucune salle n'est mise à leur disposition, leur permettant

de se rencontrer hors des associations existantes vivant sous l'influence de la politique municipale (Mme Bredeau) ou de la majorité (...)

En ce qui concerne ceux qui désirent trouver un emploi ! Monsieur le maire sénateur de notre ville, membre du programme commun, fait l'ignorant sur les lois et décrets existant, du 23 novembre 57, art 13 et 26 juillet 62 accordant une priorité d'emploi aux handicapés et invalides civils et du travail. Obligation à certains employeurs d'employer 10 % de main d'œuvre handicapée sur le total du personnel qu'il occupe.

Il est évident qu'un handicapé ne peut pas fournir le travail d'esclave à la chaîne comme il est profitable au capitalisme, et que loi et décret en vigueur doivent rester ignorés par les industriels, grands commerçants, municipalité de notre ville pour le bien être de la bourgeoisie régnante. Dans un atelier de chaussures, embauché, il me fut attribué

un travail debout et incompatible avec mon état (...)

Pour résoudre nos problèmes, doit-on attendre les prochaines élections de 78, où majorité comme programme commun se disputeront le petit chiffon de papier leur permettant accès au pouvoir bourgeois et capitaliste, privé ou d'Etat ? (...)

Entamons immédiatement notre lutte par des actions concrètes, unis aux ouvriers et paysans afin de briser l'isolement qui existe entre nous.

(...) Bien démontrer que les handicapés de toute catégories sont bien là et décidés à refuser toute aumône (...).

Tous les handicapés, intéressés sont invités à prendre contact avec :

Mr Jim BARRA  
 4, imm. la balance (ZUP)  
 13100 AIX EN PROVENCE  
 Tél. 26.22.27  
 ou bien téléphoner au 27.41.83 lequel les mettra en contact.

**Le Quotidien du Peuple**  
 Publication du PCRml  
 Adresse Postale BP 225,  
 75 924 PARIS Cédex 19  
 Crédit Lyonnais,  
 Agence ZU 470,  
 Compte n° 7713 J  
 Directeur de Publication :  
 Y. Chevet  
 Imprimé par IPCC - Paris  
 Distribué par les NMPP  
 Commission Paritaire :  
 56 942

**Faites connaître le Quotidien du Peuple**

# le quotidien du peuple 1<sup>er</sup> ANNIVERSAIRE

## CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

### Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Pulestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :  
 La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon  
 «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans  
 La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille  
 «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux  
 «Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.  
 «L'Armière», 12 bis rue de l'École à Rouen.  
 Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.  
 «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.  
 Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.  
 «Jean Rome», 1, rue des Grès à Clermont-Ferrand  
 Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5<sup>e</sup>
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal . . . . . 300 F
- Abonnement de soutien . 500 F
- Abonnement de soutien . . . . . F

- Mode de Versement :
- En une fois . . . . .
  - En trois fois . . . . .

**NOM** (en capitales) . . . . .

**Prénom** . . . . .

**Adresse** . . . . .

. . . . .

**Ville** . . . . .

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

## feuilleton

# 325 000 FRANCS

de  
**Roger VAILLAND**

Editions Buchet-Chastel

42<sup>e</sup> épisode

« J'ai promis de relever le Bressan à minuit, dit Busard.

— Ecoute-moi, dit Cordélia. Tu vas rentrer à l'usine, comme si rien ne s'était passé...

— C'est ce que je lui disais...

— ... parce que tu as pris un engagement avec ton copain, qui t'attend. Maintenant que tu t'es lancé dans cette affaire, tu ne peux pas y renoncer à cause d'une lettre écrite dans un moment de colère.

« ... Demain, j'irai voir Marie-Jeanne et aussi Chatelard. On mettra tout ça au point. Ne t'inquiète pas...

— Vous croyez vraiment qu'elle ne m'aime pas? demanda Busard.

— Je crois qu'elle est vexée.

— Mais c'est vrai, insista Busard, c'est vrai qu'elle ne m'a jamais dit qu'elle m'aimait.

— Elle a de la pudeur, dit Cordélia.

— Oui », dit Busard.

Quand il fut parti :

« Tu es en contradiction avec toi-même, dis-je à Cordélia. Tu m'as expliqué, il n'y a pas si longtemps, que Marie-Jeanne n'avait pas le « tour d'esprit à l'amour »...

— D'abord, je n'ai pas dit cela. Ensuite, dans la réalité la question se pose autrement...

— Toute cette affaire est absurde. Marie-Jeanne est sèche : comment peut-on aimer une femme qui pince les lèvres comme elle fait? Busard est un maladroit de l'avoir poursuivie pendant dix-huit mois, sans l'obtenir. Il me plaisait, tant qu'il voulait gagner le Tour de France. Maintenant qu'il fait des bassesses pour devenir boutiquier, il me dégoûte.

— Il faut voir cela avec leurs yeux.

— Si j'étais Busard, comme je préférerais la grosse Juliette à cette petite bourgeoise de Marie-Jeanne.

— On le sait, on le sait. »

Le lendemain matin, Cordélia se rendit, comme elle l'avait promis à Busard, chez son amie. Tout occupée à réfléchir à ce qu'elle allait lui dire, elle entra à l'improviste.

Marie-Jeanne se tenait dans un coin de la pièce, debout derrière sa chaise de travail, les mains posées sur le haut dossier, les joues enflammées.

Un homme était assis devant la table. Comme il tournait le dos à la porte, Cordélia ne vit d'abord que son crâne, une plaque chauve bordée de courtes boucles de cheveux blonds, et la nuque épaisse en bourrelet au-dessus d'un veston de tweed.

L'homme ferma vivement un carnet pose devant lui et le porta à la poche extérieure de son veston. Il dut pousser pour le faire rentrer. Le carnet était volumineux et bourré de papiers effrangés; la couverture de cuir fauve, ridée, éclatée par endroits, marquée aux coins. L'homme se leva. Il portait des pantalons de golf et des brodequins de chasse. Un entrepreneur, pensa Cordélia.

Il passa devant elle, sans la saluer, la tête enfoncée entre les épaules, les yeux baissés. Cordélia à voir sa nuque, son vêtement, ses brodequins s'était attendue à lui trouver l'air autrement assuré. Les gens du bâtiment se cantonnent solidement sur le sol. Il grommela quelque chose qu'elle ne comprit pas et sortit.

(à suivre)

## TÉLÉVISION

## Dimanche soir sur T.F. 1 : DE «LA VEUVE COUDERC» A «LA GUERRE DES DEMOISELLES»

Un petit village campagnard, avec son canal et son écluse, son église et son arrêt de car. C'est l'époque des grèves du Front Populaire, des Croix de Feu, des premières couveuses à pétrole. La veuve Couderc habite en face de l'écluse avec son vieux beau-père, à moitié gâteux, et une vieille rivalité l'oppose à sa belle sœur qui tient l'écluse. Le drame se noue le jour où la veuve offre l'hospitalité, à un homme qui vient de la ville, et qui l'a aidée à transporter sa couveuse. Cet homme, en fait, est Jean Lavigne condamné au bagne pour avoir tué au cours d'une réception officielle deux hautes personnalités. Evadé, il cherche à se cacher. La veuve a vite percé la véritable situation, mais c'est sa belle-famille qui, pour se venger d'elle dénoncera Jean à la police. Jean finira, abattu devant la ferme par les gardes mobiles venus l'arrêter.

Le film de Pierre Granier-Deferre, adapté d'un roman de Simeon, est un film commercial, certes, mais il a le mérite de présenter des personnages, qui, chose rare dans le cinéma français de notre époque, ont une certaine épaisseur à la fois historique et sociale. Les notations précises sur la vie à la campagne abondent, d'autant plus que l'époque choisie est un peu celle de la fin d'un certain type d'agriculture. A cet égard, le personnage de la veuve, interprété avec force par Simone Signoret est intéressant : ancienne servante de ferme, elle a épousé le fils de la maison, et c'est elle qui par son travail, son acharnement au gain, a fait vivre l'exploitation à la mort de son mari.

En somme, un tableau assez précis de la petite bourgeoisie rurale. Bien sûr, ce tableau a des limites. En braquant le projecteur sur le personnage de la veuve, ses

querelles sordides avec sa belle famille, l'auteur masque la réalité complexe de la lutte des classes à la campagne. Enfin la complaisance parfois excessive de

Caractérisée un peu rapidement par un historien de l'université Toulouse Le Mirail (François Baby) comme réactionnaire « parce que défendant des droits anté-

Construite de manière un peu confuse, mêlant passé et présent, témoignages et reconstitution historique, l'émission d'hier soir ne parvenait pas toujours à



l'auteur pour les acteurs (le rôle du bagnard est interprété par Alain Delon), finit par faire basculer le film dans le mélodrame.

C'est une autre vision de la paysannerie que T.F. 1 nous proposait à 22 h avec une émission intitulée «La Guerre des Demoiselles». Cette guerre, c'est celle qui opposait au siècle dernier, les paysans de l'Ariège, et le pouvoir central, au sujet du droit des paysans à utiliser le bois des forêts, à aller faire paître leurs animaux dans les zones réservées par l'administration des Eaux et Forêts au reboisement. L'émission se présentait comme une sorte d'enquête qui s'efforçait de retrouver la trace de cette lutte.

Un des aspects intéressants de l'émission résidait dans un effort pour ne pas faire de cette lutte un objet purement historique, mais de lier cette épisode de l'histoire à la situation actuelle de l'Ariège, où les paysans se révoltent contre un projet de parc national.

rieurs à la révolution française», la guerre des demoiselles semble, au contraire, la manifestation d'une révolte profondément populaire de la paysannerie pauvre contre la bourgeoisie urbaine.

donner un point de vue clair sur le sujet. Les prochaines émissions (celle d'hier soir n'était que la première d'une série) permettront peut-être d'y voir plus clair.

J.P. Boulogne

### Le Quotidien fera paraître prochainement une enquête sur la télévision

- Pourquoi l'éclatement de l'ancien ORTF. Un an après, comment fonctionne la télé Giscardienne.
- Comment les révisionnistes et les partis de gauche envisagent-ils le problème après 78 ? Quelle est leur pratique à l'intérieur de la télévision et dans les luttes qui se mènent même en son sein ?
- Les travailleurs et la télévision. Comment leurs luttes sont-elles rendues par les journaux télévisés ? Quelles émissions regardent-ils ?

Dans cette optique, nous invitons les lecteurs (travailleurs de la télé, ayant travaillé, ou simples téléspectateurs) à nous envoyer, au plus vite, leur contribution, témoignages, documents sur ce sujet.

## programme télé

## MARDI 9 NOVEMBRE

## TF 1

- 18 h 40 - L'île aux enfants
- 19 h 00 - Anne, jour après jour
- 19 h 45 - Eh bien... raconte !
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - Des autos et des hommes
- 21 h 30 - Ces années-là... 1970
- 22 h 25 - Concert
- 22 h 55 - JOURNAL
- 23 h 10 - FIN DES EMISSIONS

## A 2

- 18 h 35 - Le palmarès des enfants

- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 45 - Il était une fois la caméra invisible
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - Les dossiers de l'écran
- 23 h 30 - JOURNAL ET FIN

## FR 3

- 19 h 05 - Caractères
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - JOURNAL
- 20 h 00 - Les jeux de 20 Heures
- 20 h 30 - Le monde lui appartient
- 22 h 10 - JOURNAL ET FIN

Zimbabwe

# LA LUTTE ARMÉE DES PATRIOTES SE DEVELOPPE

## LA TACTIQUE DE L'ARMÉE POPULAIRE

Interview de Machingura, commissaire politique adjoint de la Zipa

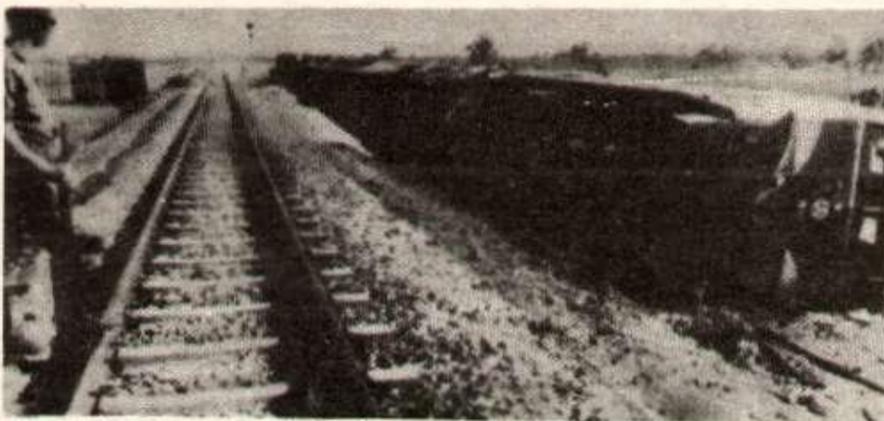
Des zones semi-libérées ont déjà été établies à l'intérieur du Zimbabwe, affirme un dirigeant de l'Armée Populaire du Zimbabwe (ZIPA) dans une interview accordée à Maputo.

Dzinashé Machingura, Commissaire Politique Adjoint de la ZIPA, affirme à l'Agence d'Information du Mozambique (AIM) que, à la suite des activités de la ZIPA, «Les masses sont totalement mobilisées et appuient intégralement la lutte armée qui est déclenchée par les combattants de la liberté».

Interrogé si la ZIPA avait déjà établi des zones libérées, Machingura déclara : «Nous considérons qu'établir des zones libérées dans cette phase correspondrait à offrir à l'ennemi beaucoup de cibles vulnérables par les attaques aériennes».

Il ajoute cependant : «Dans cette phase, nous arrivons à établir des zones semi-libérées dans la mesure où, quoique l'infrastructure politique et administrative ne soit pas encore complètement organisée, l'ennemi ne dispose plus d'aucun contrôle dans ces zones».

Machingura, membre du commandement de la ZIPA qui dirige la lutte armée au Zimbabwe, affirme que, au-delà du fait d'avoir étendu la guerre à une surface plus grande qu'auparavant, les guérilleros opèrent maintenant en des unités plus grandes et attaquent des garnisons ennemies et des grands convois militaires. Cela est devenu possible, comme il le disait, à cause du «développement qualitatif de la conscience des masses qui nous procurent le



Les patriotes coupent les voies ferrées pour isoler le régime raciste.

camouflage, le système d'information et l'alimentation».

Répondant à une question sur l'effet de la politique des «aldeamentos» du régime de Smith, il déclara : «C'est un objectif stratégique du régime de Smith de tenter d'isoler les guérilleros des masses, en établissant des camps de concentration, les soi-disant «aldeamentos». Cependant, le régime de Smith a surchargé son potentiel humain de telle manière que, actuellement, il ne dispose plus d'hommes pour faire la police dans les camps de concentration. C'est pourquoi il existe toujours des moyens pour dépasser ces difficultés».

Le dirigeant du ZIPA faisait ressortir que les guérilleros jouissent d'un grand appui par les larges masses populaires du Zimbabwe. «Nous disposons d'une grande armée qui s'élève à plusieurs milliers de soldats. Sans l'appui des masses, il serait assez difficile de maintenir une armée d'une telle dimension».

«Nous recevons alimentation, vêtements et tout

autre type d'assistance dont nous avons besoin, par les masses. Quelques gouvernements considèrent comme une lourde charge de maintenir une armée de moitié de la taille de la nôtre. Mais nous pouvons maintenir cette armée grâce à l'appui que nous recevons des larges masses populaires».

Il s'avéra récemment qu'un grand nombre de déserteurs de l'armée du régime de Smith rejoignent la ZIPA. Ils sont arrivés par centaines —affirma Machingura— «certains d'entre eux avec leurs armes».

Sur la déclaration faite, il y a quelques mois par Van der Byl, alors ministre de la Défense rhodésienne, que si les paysans du Zimbabwe appuyaient les combattants, leurs villages seraient alors bombardés, le dirigeant de la ZIPA affirma : «Il ne se référerait qu'à des actions déjà en cours d'exécution. Ils ont adopté des tactiques de terreur en réponse à l'appui massif aux guérilleros. Beaucoup de villages furent complètement

détruits à cause de cette politique criminelle de tuer, piller et de tout brûler, suivie par les soldats de Smith».

Interrogé sur le processus de formation de la ZIPA, Machingura «expliqua qu'elle était le produit de la fusion volontaire des ailes militaires de l'ancienne ZANU et de l'ancienne ZAPU. «Elle fut constituée avec l'objectif de sauver la lutte de libération du Zimbabwe de la situation chaotique créée par la direction de l'ANC».

À la suite de l'Accord de Lusaka, en décembre 1974, les organisations nationalistes du Zimbabwe se sont unifiées sous l'égide de l'ANC. Mais selon ce que Machingura déclara, «la direction formée alors a échoué à s'organiser pour négocier avec le régime de Smith et a échoué à mettre en route le mécanisme destiné à poursuivre et à réaliser le processus de libération du Zimbabwe à travers la lutte armée».

Source : Tempo n° 312, Maputo, 16.9.76 - Traduction : 10.10.76, Groupe Afrique Lausanne.

Enquête de J.P. CHAMPAGNY

### Les opérations depuis le début de l'année

Le début de l'année 1976 a été marqué par un dur coup porté à l'armée des racistes : l'Armée Populaire de Libération a abattu un hélicoptère dans lequel se trouvaient des officiers supérieurs : le commandant en second de l'armée rhodésienne, le major général John Ryan Shaw et le commandant de l'infanterie légère David Gladwell Parker furent tués ainsi que trois autres. La presse officielle de Salisbury parla d'un «accident», prétendant que l'hélicoptère avait heurté une ligne électrique !

Au cours des trois premiers mois, les combattants de la ZIPA ont tué vingt-deux soldats des troupes racistes, ils ont détruit trente-sept véhicules et abattu trois hélicoptères. En avril, à la suite de nombreuses embuscades, le gouvernement de Smith devait fermer l'unique route reliant la Rhodésie à l'Afrique du Sud ; en même temps, la voie ferrée pour l'Afrique du Sud était coupée par l'explosion d'une bombe.

En juillet, les opérations se multiplient : une unité de guérilleros parvient à s'introduire dans un aéroport militaire et à y placer des bombes qui détruisent trois avions et tuent de nombreux soldats racistes ; la voie ferrée Salisbury-Umtali est coupée par un attentat à la bombe. Dans la nuit du 20 au 21 juillet, deux explosions sèment la panique parmi les racistes en plein cœur de leur métropole, Salisbury : des grenades sont lancées contre deux boîtes de nuit, «La Panthère Rose» et «La Bohème». Les racistes offrent une très importante récompense pour découvrir les responsables, mais ils n'y arriveront pas : alors que la lutte armée se développe dans les campagnes, la violence révolutionnaire apparaît dans les villes. En juillet également, plusieurs touristes accompagnés de gardes armés sont tués ou blessés dans la région de Victoria Falls. Dans le Sud-Est, la guerre de guérilla prend une ampleur jamais vue au mois d'août, le long de la frontière du Mozambique. Smith prétendra qu'il s'agit de soldats mozambicains, et justifiera ainsi le massacre de Nhazonia.

En septembre, les manifestations massives de milliers d'habitants de Salisbury pour les retours de Nkomo et de Muzoreba va démontrer clairement le large soutien populaire que rencontre le mouvement de libération.

### Interview de Rex Chiwara représentant du Zanu pour l'Europe

— Cherchez-vous à créer des zones libérées ?

— R.Ch. : Nous ne voulons pas suivre systématique-

ment l'exemple des autres. Les facteurs géographiques propices à la création de zones libérées n'existent pas au Zim-

babwe, contrairement au Mozambique. Toutes les régions de notre pays sont habitées, tandis qu'au Mozambique, la population était concentrée au Sud, alors qu'au Nord, on pouvait faire des centaines de kilomètres sans rencontrer de village. Nous ne voulons pas constituer des zones libérées qui nous révéleraient à l'ennemi et l'attireraient. Nous créons des zones libérées à l'intérieur de notre peuple. Aujourd'hui, l'ennemi ne peut pas faire la différence entre un combattant et un paysan. Nous sommes tous les mêmes. C'est ce qui importe. On a beaucoup parlé du manque d'unité au Zimbabwe. Je veux déclarer ici clairement qu'il ne faut pas considérer l'unité en regardant au sommet. Nous croyons, non en une unité sur le papier, mais en une unité en action, à partir de la base. Et nous pensons avoir réussi. Nous avons fait un travail de base ; les gens ont compris notre politique, ils ont accepté

la guerre. Nous avons même trop de recrues à entraîner. Il faut utiliser les bâtons pendant les exercices car nous manquons de fusils. En engageant le peuple dans la lutte, nous les avons unis derrière un objectif : combattre pour libérer totalement Zimbabwe. Même les «villages protégés» ne fonctionnent pas selon le plan du régime Smith. Les habitants de ces villages rencontrent les combattants quand ils sortent cultiver, et le soir, ils rentrent en ayant reçu orientation et informations. Nous avons même capturé des policiers et des soldats chargés de surveiller ces villages et nous essayons de les politiser pour les faire travailler avec le peuple. J'en ai interrogé moi-même quelques uns dernièrement pendant mon séjour dans les camps.

(extrait de «Libération Afrique»)

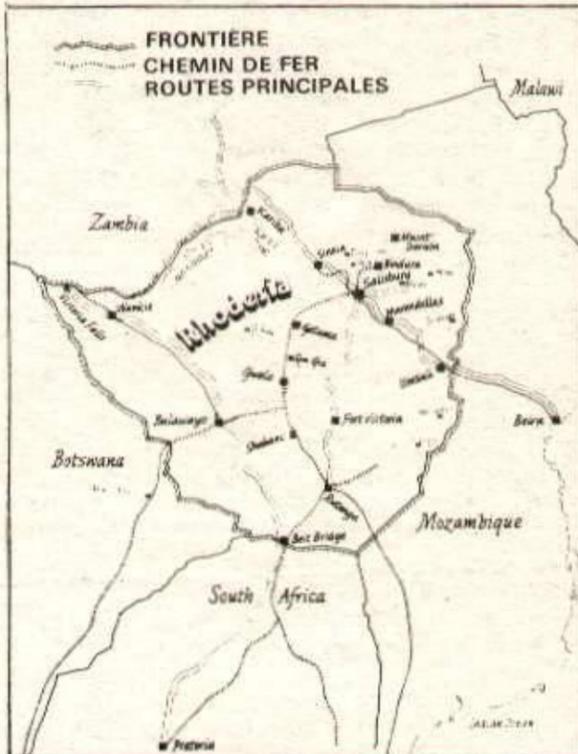
Octobre 76

### PANIQUE DE SMITH : MILITARISATION DE TOUS LES EUROPÉENS

L'intensification de la lutte armée du peuple de Zimbabwe a poussé le régime de Smith à prendre des mesures de militarisation à un rythme effréné. En juillet dernier, il a décidé d'augmenter de 40% le budget militaire et de 20% celui de la police : ces dépenses serviront entre autres à acheter des hélicoptères que l'impérialisme français vend à l'Afrique du Sud et que l'Afrique du Sud revend aux racistes de Rhodésie (ces hélicoptères jouent un rôle très important étant donné que la plupart des voies de communication sont coupées).

porter le service militaire à dix-huit mois et la durée de celui des unités territoriales à quatre ans. Les réservistes peuvent être rappelés jusqu'à l'âge de 34 ans (contre 30 ans auparavant). Alors qu'il s'efforce de recruter des mercenaires, le régime raciste doit en même temps faire face à un exode des Européens. Il tente de l'empêcher par des mesures de contrainte : tout blanc qui veut quitter la Rhodésie doit prouver qu'il a accompli toutes ses obligations militaires. Smith empêche également les transferts d'argent : alors que les patriotes souhaitent le départ des colons, l'impérialisme et le pouvoir raciste veulent s'entourer d'un maximum d'otages et de mercenaires.

De même, Smith a dû



### Plus de tourisme en Rhodésie raciste

Bien que Smith continue à vouloir développer le tourisme dans un pays où la guerre fait rage, en faisant accompagner chaque touriste par un policier armé, le tourisme est en chute libre depuis les attentats contre les voies ferrées et contre les touristes accompagnés de flics ; les sites les plus connus, les Victoria Falls, les grottes de Sinoia, les ruines de Zimbabwe, sont désertés. Les combattants de la ZIPA veulent interdire l'industrie touristique, ils refusent que des complices du régime raciste viennent le soutenir en passant leurs vacances dans un pays où le peuple est en lutte contre un ennemi féroce.